

STATUTS

Version coordonnée en vigueur au 01/07/2021

Après délibération de l'Assemblée Générale, réunie le 15 novembre 2021

MUTUALITE :

MUTUALITE CHRETIENNE DE LA PROVINCE DE LUXEMBOURG

Etablie à ARLON
7-9 RUE DE LA MOSELLE

Reconnue par L'ARRETE ROYAL DU 10.05.1901
(Moniteur belge du 02.07.1901)

Affiliée

- à l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes, dont les statuts sont publiés sur le site www.mc.be
- à la Société Mutualiste Solimut, dont les statuts sont publiés sur le site www.mc.be
- à la Société Mutualiste d'Assurance MC Assure
- à la Société Mutualiste MC Wallonie
- à la Société Mutualiste MC Bruxelles
- à la Société Mutualiste CM-Zorgkas Vlaanderen

Version approuvée par le Conseil de l'Office de Contrôle des Mutualités le 04 février 2022.

INTRODUCTION

Dès sa création, la mutualité chrétienne a été proche des hommes. Il s'agit d'un mouvement de personnes au service des autres, œuvrant pour la santé et le bien-être et soucieuses de partager, dans un esprit de solidarité et de prévoyance, les charges découlant de la maladie ou de l'invalidité. Le but principal de la mutualité chrétienne est d'éveiller et d'entretenir cet esprit de solidarité au sein de ses membres et de toute la population.

La mutualité chrétienne participe à l'administration correcte de l'assurance obligatoire. Elle veut garantir des soins de qualité accessibles à toute la population.

Dans un esprit de solidarité et de coresponsabilité, la mutualité chrétienne lance des initiatives en collaboration avec ses membres en vue de promouvoir la santé et d'assurer les risques de santé. Elle souhaite aussi jouer un rôle très actif dans le cadre des soins à domicile pour malades chroniques.

Des services de qualité proches des personnes constituent la principale force de la mutualité chrétienne. En outre, grâce à l'engagement de nombreux bénévoles, la vie de mouvement peut s'étendre à toutes les catégories de membres, des plus jeunes aux plus âgés, mais en particulier aux malades et aux handicapés.

La mutualité chrétienne veut également propager l'esprit de solidarité et l'idée mutualiste au niveau international.

Aide, responsabilité, prévoyance, solidarité, respect de la personne sont autant d'idées et de valeurs qui guident la mutualité chrétienne. Soutenue par la vision chrétienne de la vie et de la société, elle est sans cesse interpellée par le message de l'Evangile et l'appel des plus démunis.

Vu la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités et ses arrêtés d'exécution;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 et ses arrêtés d'exécution;

Vu la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière d'organisation de l'assurance maladie complémentaire et ses arrêtés d'exécution ;

Après délibération, l'Assemblée Générale, réunie le 15 novembre 2021, a décidé, aux quorums de présence et de majorité exigés par la loi, de fixer les statuts de la mutualité comme suit :

DÉFINITIONS

Pour l'application de ces statuts, il faut entendre par :

Alliance :

l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes.

Mutualité :

la Mutualité Chrétienne de la Province de Luxembourg.

Assurance complémentaire :

les services de la Mutualité visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), de la loi du 6 août 1990, ainsi que les services de la Mutualité visés à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I).

Membre :

toute personne affiliée comme titulaire à la Mutualité

- soit pour l'assurance obligatoire et les services et opérations offerts
- soit seulement pour les services et opérations offerts.

Titulaire :

- toute personne qui obtient ou peut obtenir le droit au remboursement de prestations de santé en tant que titulaire au sens de l'article 32, alinéa 1er, 1° à 16°, 20°, 21° et 22° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

Est assimilée à la personne susvisée, la personne qui réside habituellement en Belgique mais qui, en vertu des articles 17, 24 ou 26 du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ou de toute autre disposition équivalente fixée dans un accord international, est soumise à la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités d'un autre Etat que la Belgique et qui introduit un formulaire S1 ou tout autre document équivalent auprès de la Mutualité pour pouvoir bénéficier, à charge du pays dans lequel elle est assujettie pour l'assurance maladie-invalidité obligatoire, des prestations qui sont prévues par la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994.

- toute personne affiliée aux services et opérations et qui
 - pour ce qui concerne l'assurance obligatoire est titulaire à la Caisse des soins de santé de HR Rail ;
 - pour ce qui concerne l'assurance obligatoire est titulaire à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité (CAAMI) ;

Est assimilée à ladite personne, la personne qui réside habituellement en Belgique mais qui, en vertu des articles 17, 24 ou 26 du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ou de toute autre disposition équivalente fixée dans un accord international, est soumise à la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités d'un autre Etat que la Belgique et qui introduit un formulaire S1 ou tout autre document équivalent auprès de la CAAMI pour pouvoir bénéficier, à charge du pays dans lequel elle est assujettie pour l'assurance maladie-invalidité obligatoire, des prestations qui sont prévues par la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994.

- pour les soins de santé, est assuré en nom propre à l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS)/Régime de la Sécurité Sociale d'Outre-mer;
- a droit ou peut avoir droit en nom propre au remboursement des soins de santé en vertu du statut d'un organisme de droit européen ou international implanté en Belgique ou fait partie du personnel d'une

ambassade ou d'un consulat établi(e) en Belgique, dont les prestations de santé doivent être assurées à charge du pays qui l'envoie, en application des Conventions de Vienne de 1961 et 1963 ; ;

- n'est plus assujetti à l'assurance obligatoire en raison d'une mission à l'étranger pour le compte d'un gouvernement belge;
- Se trouve dans une situation visée à l'article 3ter, 1° de la loi du 6 août 1990 et est, pour ce qui concerne l'assurance obligatoire précitée, déjà inscrite ou affiliée ailleurs ;
- Est détenue ou internée et est à charge du SPF Justice en ce qui concerne l'assurance obligatoire soins de santé.

Personne à charge :

- toute personne qui obtient ou peut obtenir le droit aux remboursements des prestations de soins de santé en raison d'une affiliation en tant que personne à charge d'un titulaire, tel que visé à l'article 32, alinéa premier, 17°, 18°, 19° ou 23° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

Est assimilée à la personne susvisée, la personne qui bénéficie de droits dérivés au remboursement de prestations de santé à charge d'un membre qui réside habituellement en Belgique mais qui, en vertu des articles 17, 24 ou 26 du Règlement (CE) n°883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ou de toute autre disposition équivalente fixée dans un accord international, est soumise à la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités d'un autre Etat que la Belgique et qui introduit un formulaire S1 ou tout autre document équivalent auprès de la Mutualité pour pouvoir bénéficier, à charge du pays dans lequel elle est assujettie pour l'assurance maladie-invalidité obligatoire, des prestations qui sont prévues par la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994.

- ainsi que la personne qui bénéficie ou peut bénéficier d'un droit dérivé au remboursement des prestations de soins de santé à charge d'un membre qui
 - pour ce qui concerne l'assurance obligatoire est titulaire à la Caisse des soins de santé de HR Rail ;
 - pour ce qui concerne l'assurance obligatoire est titulaire à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité (CAAMI).

Est assimilée à ladite personne, la personne qui réside habituellement en Belgique mais qui, en vertu des articles 17, 24 ou 26 du Règlement (CE) n°883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ou de toute autre disposition équivalente fixée dans un accord international, est soumise à la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités d'un autre Etat que la Belgique et qui introduit un formulaire S1 ou tout autre document équivalent auprès de la CAAMI pour pouvoir bénéficier, à charge du pays dans lequel elle est assujettie pour l'assurance maladie-invalidité obligatoire, des prestations qui sont prévues par la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994 ;

- pour les soins de santé, est assurée en nom propre à l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS)/Régime de la Sécurité Sociale d'Outre-mer ;
- a droit ou peut avoir droit en nom propre au remboursement des soins de santé en vertu du statut d'un organisme de droit européen ou international implanté en Belgique ou fait partie du personnel d'une ambassade ou d'un consulat établi(e) en Belgique, dont les prestations de santé doivent être assurées à charge du pays qui l'envoie, en application des Conventions de Vienne de 1961 et 1963 ; ;
- n'est plus assujetti à l'assurance obligatoire en raison d'une mission à l'étranger pour le compte d'un gouvernement belge;
- se trouve dans une situation visée à l'article 3ter, 1° de la loi du 6 août 1990 et est, pour ce qui concerne l'assurance obligatoire précitée, déjà inscrite ou affiliée ailleurs ;

- est détenue ou internée et est à charge du SPF Justice en ce qui concerne l'assurance obligatoire soins de santé.

Bénéficiaire :

tout membre, ainsi que les personnes qui sont à sa charge, affiliées à la Mutualité pour les services et opérations offerts et qui a droit aux avantages offerts par ces services et opérations ;

Ménage mutualiste :

le ménage mutualiste tel que défini à l'article 2 de l'arrêté royal du 2 mars 2011 portant exécution de l'article 67, alinéas 2 à 4, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire ;

Assurance obligatoire :

l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, a) de la loi du 6 août 1990 et qui est régie par la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ;

Services et opérations :

- les services visés à l'article 67, 5^e alinéa de la loi du 26 avril 2010, à l'exception des services visés à l'article 1, 2^o, de l'arrêté royal du 12 mai 2011 portant exécution de l'article 67, 6^e alinéa de la loi du 26 avril 2010, qui ne font qu'exécuter la protection sociale flamande, wallonne ou bruxelloise.
- les services visés à l'article 3, alinéa premier, b) et c) de la loi du 6 août 1990 ;

Services et opérations offerts :

les services et opérations qui sont organisés par :

- la Mutualité ;
- la société mutualiste SM Solimut à laquelle la Mutualité est affiliée ;
- l'Alliance à laquelle la Mutualité est affiliée ;

Intervention majorée :

l'intervention majorée de l'assurance dont bénéficient les personnes visées à l'article 37, §19 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ;

Avantages :

les avantages, prestations ou interventions faisant l'objet des services et opérations offerts ;

Droit aux avantages :

la possibilité de bénéficier des avantages en fonction de la disponibilité des moyens.

CHAPITRE I

CONSTITUTION - DENOMINATION - BUTS - SIEGE SOCIAL ET CIRCONSCRIPTION DE LA MUTUALITE

ARTICLE 1

Une mutualité a été établie à ARLON le 27.11.1900 sous la dénomination :

MUTUALITE CHRETIENNE DE LA PROVINCE DE LUXEMBOURG,

jadis, reconnue par l'Arrêté royal du 10.05.1901 pris en vertu de l'article 3, alinéa 3 de la loi du 23 juin 1894 portant révision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes.

Dans ses relations avec des tiers, la Mutualité peut utiliser l'abréviation suivante : MCPL

Avec les autres organisations du Mouvement Ouvrier Chrétien, dont elle partage les options fondamentales, la Mutualité veut défendre et promouvoir la dignité de la personne humaine. Elle fonde son éthique sur les exigences du message évangélique.

ARTICLE 2

La Mutualité a pour mission de promouvoir le bien-être physique, psychique et social de ses membres dans un esprit de prévoyance, d'assistance mutuelle et de solidarité.

Dans cette perspective, la Mutualité poursuit les objectifs suivants :

- a. Dans le cadre de l'article 3 alinéa premier a) et c) de la loi du 6 août 1990 :
 - la participation à l'exécution de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour laquelle une autorisation a été donnée à l'union nationale (l'Alliance) à laquelle elle est affiliée ;
 - l'octroi d'aide, d'informations, d'accompagnement et d'assistance dans l'exécution de cette mission.

L'exécution de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité s'effectue sous la responsabilité de l'Alliance. La Mutualité s'engage à respecter les dispositions légales, les dispositions statutaires et les directives de l'Alliance.

- b. Dans le cadre de l'article 3, alinéa premier, b) et c) de la loi du 6 août 1990 et de l'article 67, 5^e alinéa de la loi du 26 avril 2010 :
 - l'intervention financière dans les frais découlant de la prévention et du traitement de la maladie et de l'invalidité ;
 - l'octroi d'indemnités en cas d'incapacité de travail ou quand se présente une situation où le bien-être physique, psychique ou social peut être encouragé ;
 - l'octroi d'aide, d'information, de guidance et d'assistance dans l'accomplissement de cette mission ;
 - le financement d'actions collectives ;
 - le subventionnement de structures socio-sanitaires telles que visées à l'article 1^{er}, 5^o de l'A.R. du 12 mai 2011 portant exécution de l'article 67, alinéa 6 de la loi du 26 avril 2010.

A cet effet, la Mutualité organise les services et opérations suivants :

- soins médicaux et paramédicaux
- indemnités uniques
- information aux membres
- centre administratif
- Subventionnement de structures socio-sanitaires

1. Soins médicaux et paramédicaux

- Vaccinations

4. Indemnités uniques

- Naissance et adoption

5. Financement d'actions collectives

- Coopération internationale

7. Information aux membres

- ▲ Information périodique des membres
- Service social

8. Centre administratif (code 98/2)

9. Service patrimonial (ASBL Progrès et solidarité)

10. Subventionnement de structures socio-sanitaires

- Altéo
- ▲ Ocarina
- Éneo
- Eglantine
- ASBL Intégration et Travail (IST)
- Éneo sport
- Solival (ASBL)
- Aide et Soins à Domicile
- Baby-Service
- ASBL Forum de la Mobilité

Pour atteindre cet objectif, la Mutualité est affiliée à :

- L'Alliance sise à Bruxelles ;
- La société mutualiste Solimut, sise à Bruxelles ;
- la société mutualiste MC Wallonie ;
- la société mutualiste MC Bruxelles ;
- la société mutualiste CM-Zorgkas Vlaanderen.

L'affiliation aux services et opérations offerts est obligatoire pour tous les membres.

Les avantages dans le cadre de ces services et opérations sont offerts en fonction des moyens disponibles.

c. La Mutualité a également pour but :

- d'offrir la possibilité à ses membres d'adhérer à la protection sociale flamande organisée par la société mutualiste CM-Zorgkas Vlaanderen à laquelle la Mutualité est affiliée ;
- d'affilier ses membres à la société mutualiste régionale MC Wallonie à laquelle la Mutualité est affiliée en application de la loi du 6 août 1990 et de la réglementation régionale dont la société mutualiste relève ;
- d'affilier ses membres à la société mutualiste régionale MC Bruxelles à laquelle la Mutualité est affiliée en application de la loi du 6 août 1990 et de la réglementation régionale dont la société mutualiste relève ;
- d'offrir à ses membres la possibilité de s'affilier aux assurances proposées par la société mutualiste MC Assure à laquelle la Mutualité est affiliée.

La Mutualité agit comme intermédiaire d'assurances auprès de la société mutualiste MC Assure.

d. En outre, la Mutualité se donne encore pour buts :

- de soutenir et de guider des initiatives sociales dans le cadre de la solidarité internationale;
- d'organiser et de promouvoir des initiatives de formation concernant l'assurance maladie, la politique sociale et le fonctionnement des mutuelles, ainsi que la recherche scientifique relative à ces matières;
- de collaborer avec d'autres organisations sociales afin de promouvoir le bien-être physique, psychique et social de la population et sa situation vis-à-vis de la sécurité sociale;
- de soutenir et de promouvoir des initiatives d'ordre médico-social ayant pour but de garantir aux membres l'accès aux soins de santé;
- de promouvoir les loisirs récréatifs, les vacances et le tourisme social (des possibilités de vacances appropriées) et en particulier l'organisation de vacances pour handicapés, malades, jeunes, pensionnés et familles, ainsi que d'organiser l'accueil de convalescents.

ARTICLE 3

Le siège social de la mutualité est établi à 6700 - ARLON, 7-9, RUE DE LA MOSELLE.

Son champ d'activité comprend l'ensemble des communes de la province de Luxembourg, ainsi que les anciennes communes de Sugny (province de Namur), Wanne, Trois-Ponts, St-Vith et Lierneux (province de Liège), à l'exclusion des sections de Fronville (commune de Hotton), Ambly (commune de Nassogne), Resteigne (commune de Tellin), Bure (commune de Tellin) et Sohier (commune de Wellin).

La Mutualité s'adresse à toutes les personnes ayant leur résidence principale en Belgique ainsi qu'aux :

- personnes qui ont leur résidence principale à l'étranger, mais qui sont néanmoins assujetties à la sécurité sociale belge;
- militaires ou diplomates belges qui séjournent à l'étranger pour autant qu'ils soient assujettis à l'assurance obligatoire.

ARTICLE 4

La Mutualité est affiliée auprès de l'Alliance établie à 1031 - BRUXELLES, Chaussée de Haecht, 579 -B.P.40.

ARTICLE 5

Les sociétés mutualistes affiliées auprès de l'ancienne Fédération Chrétienne des Mutualités Luxembourgeoises sont dissoutes en date du 30.06.91.

ARTICLE 6

La division administrative de la Mutualité est prévue dans un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Conseil d'Administration et modifiable par lui.

CHAPITRE II

AFFILIATION

ARTICLE 7

SECTION 1 - AFFILIATION À LA MUTUALITÉ :

§ 1er. Une personne peut s'affilier auprès de la Mutualité :

- 1° soit, dans le respect des dispositions légales, réglementaires et statutaires applicables, pour l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, visée à l'article 3, alinéa 1er, a), de la loi du 6 août 1990, auquel cas elle est d'office affiliée aux services :
- de l'assurance complémentaire de la Mutualité visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), de la loi du 6 août 1990, ainsi que pour les services de la Mutualité qui sont visés à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I) ;
 - de l'union nationale (Alliance) auprès de laquelle la Mutualité est affiliée, visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), de la loi du 6 août 1990, ainsi que pour les services de l'union nationale (Alliance) qui sont visés à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I) ;
 - de la société mutualiste Solimut auprès de laquelle la Mutualité est affiliée, visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), de la loi du 6 août 1990, ainsi que pour les services qui sont visés à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire ;
 - de la société mutualiste régionale MC Wallonie ou de la société mutualiste MC Bruxelles auprès desquelles la Mutualité est affiliée, lorsque l'affiliation à une telle société mutualiste régionale lui est rendue obligatoire par la réglementation régionale dont les sociétés mutualistes relèvent.

Est assimilée à la personne susvisée, la personne qui réside habituellement en Belgique mais qui, en vertu des articles 17, 24 ou 26 du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ou de toute autre disposition équivalente fixée dans un accord international, est soumise à la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités d'un autre Etat que la Belgique et qui introduit un formulaire S1 ou tout autre document équivalent auprès de la Mutualité pour pouvoir bénéficier, à charge du pays dans lequel elle est assujettie pour l'assurance maladie-invalidité obligatoire, des prestations qui sont prévues par la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994 ;

- 2° soit uniquement pour les services de la Mutualité visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), de la loi du 6 août 1990, ainsi que pour les services de la Mutualité qui sont visés à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire . Ceci est possible uniquement lorsque la personne se trouve dans l'une des situations suivantes :

- elle est, pour l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, inscrite à la Caisse des soins de santé de HR Rail ;
- elle est, pour l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, inscrite à la Caisse Auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité (CAAMI).

Est assimilée à ladite personne, la personne qui réside habituellement en Belgique mais qui, en vertu des articles 17, 24 ou 26 du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ou de toute autre disposition équivalente fixée dans un accord international, est soumise à la législation relative à l'assurance obligatoire soins de

santé et indemnités d'un autre Etat que la Belgique et qui introduit un formulaire S1 ou tout autre document équivalent auprès de la CAAMI pour pouvoir bénéficier, à charge du pays dans lequel elle est assujettie pour l'assurance maladie-invalidité obligatoire, des prestations qui sont prévues par la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994 ;

- elle est, pour l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, affiliée auprès de l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS)/Régime de la Sécurité Sociale d'Outre-mer ;
- elle a droit ou peut avoir droit au remboursement de soins de santé en vertu du statut d'une institution de droit européen ou international établie en Belgique ;
- elle n'est plus soumise à l'assurance obligatoire suite à une mission à l'étranger pour le compte d'un gouvernement belge ;
- elle fait partie du personnel d'une ambassade ou d'un consulat, établi en Belgique, qui, en application des Conventions de Vienne de 1961 et 1963 pour les prestations de santé, doit être assuré à charge du pays émetteur ;
- elle se trouve dans une situation visée à l'article 3ter, 1°, de la loi du 6 août 1990 et elle est, pour ce qui concerne l'assurance obligatoire précitée, déjà inscrite ou affiliée ailleurs ;
- elle est détenue ou internée et est à charge du SPF Justice en ce qui concerne l'assurance obligatoire soins de santé.

Cette personne est d'office affiliée aux services :

- de l'union nationale (Alliance) auprès de laquelle la Mutualité est affiliée, visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), de la loi du 6 août 1990, ainsi que pour les services de l'union nationale (Alliance) qui sont visés à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I) ;
- de la société mutualiste Solimut auprès de laquelle la Mutualité est affiliée, visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), de la loi du 6 août 1990, ainsi que pour les services qui sont visés à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire.

§ 2. Durant une période d'internement ou de détention, la personne, qui est à charge du SPF Justice en ce qui concerne l'assurance obligatoire soins de santé est considérée, pour l'application du § 1er, 1°, comme n'étant pas affiliée à la Mutualité, sauf manifestation expresse de la volonté de rester affiliée aux services de la Mutualité visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), de la loi du 6 août 1990, ainsi que pour les services de la Mutualité qui sont visés à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I).

§ 3. La personne qui est, dans le respect des dispositions légales, réglementaires et statutaires applicables, affiliée auprès de la Mutualité au moins pour les services visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), de la loi du 6 août 1990, ainsi que pour les services de la Mutualité qui sont visés à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I), et a en outre, la possibilité :

- de participer le cas échéant, dans le respect des dispositions légales, réglementaires et statutaires, à l'épargne prénuptiale, visée par l'article 7, § 4, de la loi du 6 août 1990, organisée par l'union nationale (Alliance) auprès de laquelle la Mutualité est affiliée ;
- de s'affilier à la société mutualiste régionale CM-Zorgkas Vlaanderen auprès de laquelle la Mutualité est affiliée, lorsque l'affiliation à cette société mutualiste régionale lui est rendue possible en vertu de la réglementation régionale dont elle relève ;
- de souscrire, dans le respect des dispositions légales, réglementaires et statutaires, à un produit d'assurance organisé auprès de la société mutualiste d'assurance MC Assure, auprès de laquelle la Mutualité est affiliée.

§4. Tout titulaire qui souhaite s'affilier à l'assurance obligatoire ou aux services et opérations, doit aussi affilier ses personnes à charge.

SECTION 2 - MOMENT DE L’AFFILIATION

L’affiliation aux services de l’assurance complémentaire de la Mutualité prend cours :

- 1° pour une personne qui était affiliée pour l’assurance complémentaire auprès d’une mutualité en qualité de personne à charge et qui s’inscrit comme titulaire auprès de la même mutualité, le premier jour du mois d’assujettissement à l’assurance obligatoire, c’est-à-dire du mois au cours duquel elle acquiert une des qualités visées à l’article 32, 1° à 16°, et 20° à 22°, de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ;
- 2° pour une personne qui était affiliée pour l’assurance complémentaire auprès d’une mutualité en qualité de titulaire et qui s’inscrit comme titulaire auprès d’une autre mutualité, à partir du premier jour du trimestre de l’entrée en vigueur de cette affiliation ;
- 3° pour une personne qui était affiliée pour l’assurance complémentaire auprès d’une mutualité en qualité de personne à charge et qui s’inscrit comme titulaire auprès d’une autre mutualité, le premier jour du mois qui suit la signature de la demande d’inscription ;
- 4° pour une personne qui était affiliée pour l’assurance complémentaire auprès d’une mutualité en qualité de titulaire et qui est inscrite comme personne à charge auprès d’une autre mutualité, le premier jour du mois qui suit la signature de la demande d’inscription ;
- 5° pour une personne visée à l’article 7, § 1er, 2°, ainsi que pour les personnes affiliées pour la première fois auprès d’une mutualité belge, le premier jour du mois qui suit la signature de la demande d’inscription ;
- 6° pour une personne qui était affiliée pour l’assurance complémentaire auprès d’une mutualité en qualité de personne à charge et qui s’inscrit comme personne à charge auprès d’une autre mutualité, le premier jour du mois qui suit la signature de la demande d’inscription.

ARTICLE 8

Peuvent être exclus de la Mutualité les membres qui ont enfreint les présents statuts. Le membre est informé de son exclusion par courrier recommandé. La réintégration du membre sera soumise aux conditions nécessaires pour la récupération du bénéfice des avantages de l’assurance complémentaire applicables aux membres dont ce bénéfice a été supprimé par application de l’article 13, §4 des présents statuts.

ARTICLE 9

Un membre qui est affilié à la Mutualité pour l’assurance obligatoire ne peut résilier son affiliation à l’ensemble des services visés à l’article 2 a, 2b et 2c de sa propre initiative sauf par transfert vers une autre mutualité chrétienne ou par mutation vers un autre organisme assureur en application de l’article 118, alinéa 3, de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnées le 14 juillet 1994. Cette résiliation ne dispense pas le membre de payer les cotisations pour les services et opérations pour les périodes écoulées pour lesquelles la prescription n’est pas encore intervenue.

Un membre qui n’est pas affilié à la Mutualité pour l’assurance obligatoire peut résilier à tout moment son affiliation, et ce quand bien même il n’aurait pas payé la totalité de ses cotisations à ce moment, celles-ci restant toutefois dues pour les périodes d’affiliation écoulées pour lesquelles la prescription n’est pas encore intervenue.

CHAPITRE III

CATEGORIES DE MEMBRES

ARTICLE 10

En ce qui concerne la représentation dans les organes de gestion, les membres des mutualités sont classés en deux catégories, à savoir :

- première catégorie :
les indépendants et les membres des communautés religieuses cités à l'article 32, alinéa premier, points 1bis, 2, 6bis, 6ter, 11bis, 11ter, 11quater, 21 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, et leurs personnes à charge ;
- deuxième catégorie :
 - a. les titulaires assujettis à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, conformément aux autres points de l'article 32, alinéa premier, et les travailleurs salariés repris sous le point 2 du même alinéa de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, que celui qui s'applique aux membres de la première catégorie, et leurs personnes à charge ;
 - b. les titulaires assujettis à l'assurance obligatoire soins de santé, conformément aux autres points de l'article 32, même alinéa de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, que celui qui s'applique aux membres de la première catégorie, et leurs personnes à charge ;
 - c. les personnes qui ont leur résidence ou leur domicile principal en Belgique et qui, en application d'un règlement CE ou conformément à un traité de sécurité sociale, ont en nom propre un droit au remboursement des prestations de soins de santé à charge de l'étranger, et qui se sont affiliées à la Mutualité pour les services et opérations, et leurs personnes à charge ;
 - d. les personnes qui ont leur résidence ou leur domicile principal en dehors de la Belgique et qui, en application d'un règlement CE ou conformément à un traité bilatéral de sécurité sociale, ouvrent en nom propre un droit au remboursement des prestations de soins de santé à charge de la Belgique, et qui se sont affiliées à la Mutualité pour les services et opérations, et leurs personnes à charge ;
 - e. les personnes qui se sont affiliées à la Mutualité pour les services et opérations et qui :
 - pour ce qui concerne l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, sont titulaires à la Caisse des soins de santé du HR Rail, et les personnes à leur charge ;
 - pour l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, sont titulaires à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité (CAAMI) et les personnes à leur charge.

Est assimilée à ladite personne, la personne qui réside habituellement en Belgique mais qui, en vertu des articles 17, 24 ou 26 du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ou de toute autre disposition équivalente fixée dans un accord international, est soumise à la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités d'un autre Etat que la Belgique et qui introduit un formulaire S1 ou tout autre document équivalent auprès de la CAAMI pour pouvoir bénéficier, à charge du pays dans lequel elle est assujettie pour l'assurance maladie-invalidité obligatoire, des prestations qui sont prévues par la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994 ;

- pour les soins de santé, sont assurées en nom propre à l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS)/Régime de Sécurité Sociale d'Outre-mer, et les personnes à leur charge;
- a droit ou peut avoir droit en nom propre au remboursement des soins de santé en vertu du statut d'un organisme de droit européen ou international implanté en Belgique ou fait partie du personnel d'une ambassade ou d'un consulat établi(e) en Belgique, dont les prestations de santé doivent être assurées à charge du pays qui l'envoie, en application des Conventions de Vienne de 1961 et 1963 et les personnes à leur charge ;

- n'est plus assujetti à l'assurance obligatoire en raison d'une mission à l'étranger pour le compte d'un gouvernement belge et les personnes à leur charge;
- se trouve dans une situation visée à l'article 3ter, 1° de la loi du 6 août 1990 et est, pour ce qui concerne l'assurance obligatoire précitée, déjà inscrite ou affiliée ailleurs et les personnes à leur charge;
- est détenue ou internée et est à charge du SPF Justice en ce qui concerne l'assurance obligatoire soins de santé et les personnes à leur charge.

CHAPITRE IV

COTISATIONS, PAIEMENT ET PRESCRIPTION , BENEFICE DE L'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE ET SANCTIONS

COTISATIONS

ARTICLE 11

§1 REDEVABILITE

Les membres affiliés s'engagent à payer à la Mutualité une cotisation mensuelle pour les services et opérations offerts.

Les cotisations sont dues à la Mutualité à partir de l'entrée en vigueur de l'affiliation, telle que définie par l'article 7 des présents statuts et pour chaque mois entamé.

Les cotisations sont réclamées par ménage mutualiste, dans le chef du titulaire.

§2. MONTANT

Le montant annuel des cotisations par ménage mutualiste pour les services et opérations organisés par cette mutualité est fixé dans le tableau des cotisations joint en annexe aux présent statuts.

Sont redevables d'une cotisation égale à zéro euro aux services et opérations :

1. les personnes de moins de 21 ans, atteintes d'une incapacité physique ou mentale d'au moins 66%, tel que visé à l'article 37, §19, 5° de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, inscrites comme titulaires auprès de la mutualité et ses personnes à charge ;
2. les personnes de moins de 25 ans, à qui l'une des interventions visées dans la loi du 27 février 1987 relative aux interventions aux personnes handicapées est accordée, tel que visé à l'article 37, §19, 4° de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, inscrites comme titulaires auprès de la Mutualité et ses personnes à charge.

ARTICLE 12

L'action en paiement des cotisations pour les services et opérations offerts se prescrit par cinq ans à compter de la fin du mois auquel se rapportent les cotisations impayées.

BENEFICE DE L'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE EN FONCTION DU PAIEMENT DE LA COTISATION

ARTICLE 13

Types de membres

§ 1. INTRODUCTION

Selon sa situation en ce qui concerne le paiement des cotisations de l'assurance complémentaire de la Mutualité, une personne affiliée à la Mutualité peut être :

- 1° soit un membre qui peut bénéficier d'un avantage de ces services ;
- 2° soit un membre dont la possibilité de bénéficier d'un avantage de ces services est suspendue ;
- 3° soit un membre dont la possibilité de bénéficier des avantages de ces services est supprimée.

Le paiement ou le non-paiement des cotisations de l'assurance complémentaire a également des conséquences au niveau :

- de la possibilité de bénéficier des avantages prévus par les statuts de l'union nationale (Alliance) auprès de laquelle la Mutualité est affiliée. Il est à cet égard renvoyé aux statuts de l'Alliance;
- de la possibilité de bénéficier des avantages prévus par les statuts de la société mutualiste Solimut auprès de laquelle la Mutualité est affiliée. Il est à cet égard renvoyé aux statuts de cette société mutualiste ;
- de la possibilité de bénéficier de la couverture d'assurance que le membre a souscrite auprès de la société mutualiste d'assurances (SMA) MC Assure et de l'affiliation à cette société mutualiste d'assurances. Il est à cet égard renvoyé aux statuts de cette société mutualiste d'assurances.

Le paiement ou le non-paiement des cotisations de l'assurance complémentaire n'a aucune conséquence en ce qui concerne le droit aux prestations de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. Il ne peut y avoir de compensation entre des cotisations de l'assurance complémentaire impayées et des prestations de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

§2. LE MEMBRE POUVANT BENEFICIER D'UN AVANTAGE DE L'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE

Sans préjudice de l'application de l'article 46, un membre pouvant bénéficier d'un avantage de l'assurance complémentaire est un membre qui est en ordre de cotisations pour les services de l'assurance complémentaire de la Mutualité:

- 1° pour le mois au cours duquel l'événement qui, en vertu des statuts, peut donner lieu à l'octroi de l'avantage s'est produit.

A cet égard, le membre qui est en ordre de cotisations pour les services concernés depuis au moins 24 mois est présumé, jusqu'à la preuve du contraire, être en ordre de cotisations pour ces services pour les trois mois qui suivent immédiatement ladite période.

Lorsque le membre a été affilié sans interruption auprès de différentes mutualités belges en qualité de titulaire depuis plus de 24 mois, et qu'il a été en ordre de cotisations pour les services concernés pour cette période, il est présumé, jusqu'à la preuve du contraire, être en ordre de cotisations pour les services concernés, pour les trois mois qui suivent immédiatement ladite période.

Lorsque le membre a été affilié pour la première fois à une mutualité belge en qualité de titulaire depuis moins de 24 mois, et qu'il a été en ordre de cotisations pour les services concernés depuis la prise de cours de son affiliation, il est présumé, jusqu'à la preuve du contraire, être en ordre de cotisations pour les services concernés pour les trois mois qui suivent immédiatement ladite période.

Le membre qui, au 31 décembre 2018, peut bénéficier des avantages de l'assurance complémentaire est présumé, jusqu'à la preuve du contraire, être en ordre de cotisations pour le premier trimestre de 2019 ;

- 2° pour la période de 23 mois qui précède.

Si la personne s'est affiliée pour la première fois en qualité de titulaire auprès d'une mutualité belge moins de 23 mois avant le mois de l'événement visé au 1°, elle doit y avoir été en ordre de cotisations pour les services concernés, pour l'entièreté de la période d'affiliation qui précède l'événement visé sous 1°.

Si, durant la période de référence visée au présent point 2°, la personne :

- a) a été affiliée en qualité de titulaire sans interruption auprès de différentes mutualités belges, elle doit, pour pouvoir bénéficier de l'avantage en question, avoir été en ordre de cotisations pour les services concernés, dans chacune des mutualités, pour les mois durant lesquels elle y était affiliée en qualité de titulaire durant cette période ;

- b) n'a pas été affiliée auprès d'une mutualité belge pendant une période d'un ou de plusieurs mois, cette période d'interruption est assimilée :

- i° à une période pour laquelle le membre était en ordre de cotisations lorsque celui-ci :

- a) n'est pas un membre dont la possibilité de bénéficier des avantages de l'assurance complémentaire est supprimée et qui n'a pas terminé la période de « recouvrement du droit » visée au § 4, alinéa 5 ;
- b) se trouve dans une des situations suivantes :
 - le membre était en ordre de cotisations pour les services de l'assurance complémentaire pour tous les mois au cours desquels il était affilié en tant que titulaire auprès d'une mutualité belge durant les 23 mois susvisés ;
 - le membre n'était pas en ordre de cotisations pour lesdits services pour tous les mois au cours desquels il était affilié en tant que titulaire auprès d'une mutualité belge durant les 23 mois susvisés mais il effectue, au plus tard le mois durant lequel la nouvelle affiliation après la période d'interruption prend cours, le paiement de ces arrérages auprès de l'entité ou des entités concernées ;
- ii° à une période pour laquelle le membre n'était pas en ordre de cotisations pour lesdits services, dans les autres situations que celles visées sous b, i°.

Dans le calcul de la période de référence visée au présent point 2°, les cotisations que le membre est légalement empêché de payer en raison d'un règlement collectif de dettes ou d'une faillite, c'est-à-dire antérieures au jugement d'admissibilité ou au jugement déclaratif de faillite, sont considérées comme payées.

Le membre qui était affilié en qualité de personne à charge pendant une partie de la période de référence visée au présent point 2° et qui, depuis qu'il est devenu titulaire durant cette période de référence, est en ordre de cotisations, est présumé être en ordre de cotisations pour l'entièreté de cette période de référence et, jusqu'à preuve du contraire, pour les trois mois qui suivent immédiatement ladite période.

Le membre qui est en ordre de cotisations depuis le 1er janvier 2019 est réputé, jusqu'au 31 décembre 2020, pour déterminer s'il peut prétendre au bénéfice d'un avantage en raison d'un événement qui s'est produit après le 31 décembre 2018, être en ordre de cotisations pour la période antérieure au 1er janvier 2019. Cette disposition ne porte pas préjudice au fait que l'action en paiement des cotisations pour les services de l'assurance complémentaire de la Mutualité, se prescrit par cinq ans à compter de la fin du mois auquel se rapportent les cotisations impayées.

§ 3. LE MEMBRE DONT LA POSSIBILITE DE BENEFICIER D'UN AVANTAGE DE L'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE EST SUSPENDUE

Si une personne n'est pas en ordre de cotisations, pour les services de l'assurance complémentaire de la Mutualité, pour une période qui ne remonte pas au-delà du 23ème mois qui précède le mois au cours duquel l'événement qui peut donner lieu à l'octroi de l'avantage s'est produit, la possibilité pour elle de bénéficier d'un avantage de l'assurance complémentaire est suspendue.

Pour l'application de l'alinéa précédent :

- 1° les mois de la période susvisée durant lesquels ladite personne a perdu sa qualité de titulaire au sens précité et est devenue personne à charge d'un titulaire sont assimilés à des mois pour lesquels les cotisations ont été payées ;
- 2° les cotisations que le membre est légalement empêché de payer en raison d'un règlement collectif de dettes ou d'une faillite, c'est-à-dire antérieures au jugement d'admissibilité ou au jugement déclaratif de faillite, sont considérées comme payées.

Si, durant la période de référence visée à l'alinéa 1er, la personne a été affiliée en qualité de titulaire sans interruption auprès de différentes mutualités belges, les mois de non-paiement des cotisations de l'assurance complémentaires durant l'affiliation en qualité de titulaire dans une mutualité précédente sont pris en considération pour l'application de l'alinéa 1er.

Si, durant la période de référence visée à l'alinéa 1er, la personne n'a pas été affiliée auprès d'une mutualité belge pendant une période d'un ou de plusieurs mois, cette période d'interruption est assimilée :

- 1° à une période pour laquelle le membre était en ordre de cotisations lorsque celui-ci :
 - a) n'est pas un membre dont la possibilité de bénéficier des avantages de l'assurance complémentaire est supprimée et qui n'a pas terminé la période de « recouvrement du droit » visée au § 4, alinéa 5 ;
 - b) se trouve dans une des situations suivantes :
 - 1° le membre était en ordre de cotisations pour les services de l'assurance complémentaire pour tous les mois au cours desquels il était affilié en tant que titulaire auprès d'une mutualité belge durant les 23 mois susvisés ;

2° le membre n'était pas en ordre de cotisations pour lesdits services pour tous les mois au cours desquels il était affilié en tant que titulaire auprès d'une mutualité belge durant les 23 mois susvisés mais il effectue, au plus tard le mois durant lequel la nouvelle affiliation après la période d'interruption prend cours, le paiement de ces arrérages auprès de l'entité ou des entités concernées ;

2° à une période pour laquelle le membre n'était pas en ordre de cotisations pour lesdits services, dans les autres situations que celles visées sous 1°.

Sans préjudice de l'application de la prescription visée à l'article 48bis de la loi du 6 août 1990, le membre dont la possibilité de bénéficier d'un avantage de l'assurance complémentaire est suspendue ne pourra bénéficier d'un avantage de l'assurance complémentaire qu'après paiement de l'entièreté des cotisations dues pour la période de 23 mois concernée et pour le mois au cours duquel l'événement qui, en vertu des statuts, peut donner lieu à l'octroi de l'avantage s'est produit.

§ 4. LE MEMBRE DONT LA POSSIBILITE DE BENEFICIER DES AVANTAGES DE L'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE EST SUPPRIMEE

Si une personne n'est pas en ordre de cotisations, pour les services de l'assurance complémentaire de la Mutualité, pour une période qui dépasse 24 mois, la possibilité pour elle de bénéficier d'un avantage de l'assurance complémentaire est supprimée.

Pour l'application de l'alinéa précédent :

1° les mois de la période susvisée durant lesquels ladite personne perd sa qualité de titulaire au sens précité et devient personne à charge d'un titulaire sont assimilés à des mois pour lesquels les cotisations ont été payées.

2° les cotisations que le membre est légalement empêché de payer en raison d'un règlement collectif de dettes ou d'une faillite, c'est-à-dire antérieures au jugement d'admissibilité ou au jugement déclaratif de faillite, sont considérées comme payées.

Si, durant la période visée à l'alinéa 1er, la personne a été affiliée en qualité de titulaire sans interruption auprès de différentes mutualités belges, les mois de non-paiement des cotisations de l'assurance complémentaires durant l'affiliation en qualité de titulaire dans une mutualité précédente sont pris en considération pour l'application de l'alinéa 1er.

Si, durant la période visée à l'alinéa 1er, la personne n'a pas été affiliée auprès d'une mutualité belge pendant une période d'un ou de plusieurs mois, cette période d'interruption est assimilée :

1° à une période pour laquelle le membre était en ordre de cotisations lorsque celui-ci :

a) n'est pas un membre dont la possibilité de bénéficier des avantages de l'assurance complémentaire est supprimée et qui n'a pas terminé la période de « recouvrement du droit » visée à l'alinéa 5 ;

b) se trouve dans une des situations suivantes :

1° le membre était en ordre de cotisations pour les services de l'assurance complémentaire pour tous les mois au cours desquels il était affilié en tant que titulaire auprès d'une mutualité belge durant les 24 mois susvisés ;

2° le membre n'était pas en ordre de cotisations pour lesdits services pour tous les mois au cours desquels il était affilié en tant que titulaire auprès d'une mutualité belge durant les 24 mois susvisés mais il effectue, au plus tard le mois durant lequel la nouvelle affiliation après la période d'interruption prend cours, le paiement de ces arrérages auprès de l'entité ou des entités concernées ;

2° à une période pour laquelle le membre n'était pas en ordre de cotisations pour lesdits services, dans les autres situations que celles visées sous 1°.

Sans préjudice de l'application de la prescription visée à l'article 48bis de la loi du 6 août 1990, le membre dont la possibilité de bénéficier d'un avantage de l'assurance complémentaire est supprimée ne pourra à nouveau bénéficier d'un avantage de l'assurance complémentaire de la Mutualité qu'après une période subséquente de 24 mois pour laquelle les cotisations doivent avoir été payées pour ces services sans pouvoir bénéficier d'un quelconque avantage de l'assurance complémentaire.

La période de 24 mois visée à l'alinéa précédent est suspendue :

1° pendant la période durant laquelle ce membre, qui a entamé le paiement des cotisations pour une période subséquente, est légalement empêché de payer en raison d'un règlement collectif de dettes ou d'une faillite ;

2° pendant la période durant laquelle ce membre, qui a entamé le paiement des cotisations pour une période subséquente, a perdu la qualité de titulaire et a la qualité de personne à charge d'un titulaire qui n'est pas en ordre de paiement des cotisations pour l'assurance complémentaire.

Lorsqu'un membre dont la possibilité de bénéficier des avantages de l'assurance complémentaire est supprimée a été, durant la période de « recouvrement du droit » visée à l'alinéa 5, affilié sans interruption auprès de différentes mutualités belges en qualité de titulaire, les 24 mois se comptent à partir du 1er jour du mois pour lequel les cotisations pour lesdits services de la mutualité auprès de laquelle il était affilié en premier lieu durant cette période ont été payées.

En cas d'interruption de l'affiliation auprès d'une mutualité belge en tant que titulaire après le début de la période de « recouvrement du droit » visée à l'alinéa 5, la période d'interruption suspend ladite période de 24 mois pour laquelle les cotisations doivent être payées sans pouvoir bénéficier d'un quelconque avantage des services de l'assurance complémentaire ; cette suspension ne peut toutefois pas dépasser cinq ans.

§ 5. REPORT D'UN AN DE LA SUSPENSION DU DROIT AUX AVANTAGES DE L'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE POUR CAUSE DE NON-PAIEMENT DES COTISATIONS

En application de l'article 2 quinquies de l'AR du 7 mars 1991 portant exécution de l'article 2, §§ 2 et 3, de l'article 14, § 3, et de l'article 19, troisième et quatrième alinéas, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, par dérogation au § 4, aucune personne ne peut acquérir la qualité d'un membre d'une mutualité dont la possibilité de bénéficier des avantages a été supprimé, avant le 1^{er} janvier 2022.

Le cas échéant, pendant la période qui va du 25^e mois de non-paiement des cotisations jusqu'au 31 décembre 2021, la personne conserve la qualité de membre d'une mutualité dont la possibilité de bénéficier d'un avantage des services visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, b) et c), de la loi du 6 août 1990 est suspendue, tel que défini au § 3.

Les cotisations relatives à la période visée au paragraphe précédent sont ajoutées aux cotisations visées au dernier alinéa du § 3. Pour pouvoir bénéficier d'un avantage des services concernés pour un événement qui se produit en 2021, il faut, par conséquent, être en ordre de cotisations pour la période du 1^{er} janvier 2019 au mois y compris durant lequel cet événement s'est produit.

CHAPITRE V

ORGANES DE LA MUTUALITE

SECTION 1 - L'ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 13BIS - ELECTIONS MUTUALISTES 2022

Compte tenu de la décision de fusion approuvée par l'Assemblée générale de la mutualité le 10 juin 2021 avec une date d'effet au 1^{er} janvier 2022, les élections mutualistes de 2022 seront organisées, par dérogation aux statuts actuels, conformément à l'article 12, §2-§3 et l'article 13 des nouveaux statuts de la mutualité fusionnée (repris en annexe 2 aux présents statuts) qui entrent déjà en vigueur le 1^{er} septembre 2021, sous réserve de l'approbation du Conseil de l'Office de contrôle.

COMPOSITION

ARTICLE 14

L'Assemblée Générale se compose d'un délégué par 750 au sens des définitions reprises en introduction des présents statuts, c'est-à-dire, toute personne affiliée comme titulaire à la Mutualité

- soit pour l'assurance obligatoire et les services et opérations offerts
- soit seulement pour les services et opérations offerts.

Les effectifs sont calculés au 30 juin de l'année précédant celle au cours de laquelle ces nombres doivent être fixés.

Ces délégués sont élus par les membres et par leurs personnes à charge pour une période de six ans, renouvelable.

Les membres et les personnes à charge peuvent élire des représentants suppléants à l'Assemblée Générale.

Le mandat de délégué à l'Assemblée générale est exercé à titre gratuit.

CIRCONSCRIPTIONS

ARTICLE 15

En vue de l'élection des délégués à l'Assemblée Générale, la Mutualité est répartie en 5 circonscriptions électorales, à savoir :

les arrondissements administratifs d'Arlon, Virton, Neufchâteau, Bastogne et Marche.

Font partie d'une circonscription électorale :

1. Les membres qui sont domiciliés dans cette circonscription.
2. Les membres domiciliés hors province dans une commune limitrophe de cette circonscription.
3. Les membres domiciliés hors province, hors commune limitrophe de la province et dont la section relève de cette circonscription.

ARTICLE 16

Au sein de chaque circonscription électorale, les membres ayant droit de vote élisent le nombre de représentants proportionnellement au nombre de membres de cette circonscription électorale.

La répartition des mandats entre les circonscriptions électorales s'effectue comme suit :

- 1° Fixation du nombre de représentants par circonscription électorale en fonction du nombre de membres de cette circonscription.
Les mandats directs sont déterminés sur base de l'article 14 des statuts.
- 2° Les mandats restants sont affectés aux circonscriptions électorales au prorata des nombres non utilisés de membres.

CONDITIONS DE DROIT DE VOTE ET D'ELIGIBILITE

ARTICLE 17

Pour avoir droit de vote pour l'élection des représentants à l'Assemblée Générale :

- a. il faut être membre de la Mutualité;
- b. il faut être majeur ou émancipé, au moment de l'élection;
- c. s'il s'agit d'un titulaire, il doit être en ordre de cotisation auprès de la Mutualité;
- d. s'il s'agit d'une personne à charge, titulaire dont cette personne est à charge doit être en ordre de cotisation auprès de la Mutualité.

ARTICLE 18

Pour pouvoir être élus à l'Assemblée Générale, les membres ou les personnes à charge doivent :

- a. avoir le droit de vote dans le sens de l'article précédent;
- b. être de bonne conduite et ne pas être privés des droits civils;
- c. être affiliés depuis au moins 2 années avant la date d'élection;
- d. ne pas être membre du personnel de la Mutualité ou de l'Alliance, sous contrat à durée indéterminée.
Par membre du personnel, il faut comprendre celui qui a conclu un contrat de travail avec la Mutualité, l'Alliance dont elle fait partie, ou une A.S.B.L. faisant partie de la même unité technique d'exploitation.
Sont assimilés aux membres du personnel ceux qui sont mis au travail dans le cadre de programmes de résorption du chômage.
- e. être titulaires ou bénéficiaires de l'assurance complémentaire et être en ordre de cotisations.

Un membre ne peut se porter candidat que dans la circonscription électorale dans laquelle il a droit de vote.

La démission ou l'exclusion de la Mutualité ou la perte de la qualité d'éligibilité à l'Assemblée Générale entraîne automatiquement la fin du mandat de membre de l'Assemblée Générale de la Mutualité. Ce mandat est automatiquement occupé par le membre suppléant élu.

PROCEDURE ELECTORALE

ARTICLE 19

Les membres majeurs ou émancipés sont informés par le canal des publications destinées aux affiliés de la Mutualité :

1. de l'appel aux candidatures et de la façon de se porter candidat;
2. de la date limite pour soumettre les candidatures;
3. de la répartition des circonscriptions électorales et du nombre de mandats par circonscription;
4. des dates qui découlent de la procédure électorale ;
5. des conditions d'éligibilité.

Les membres qui souhaitent se porter candidats disposent d'une période de quinze jours civils à partir de la fin du mois au cours duquel les publications ont été envoyées.

ARTICLE 20

Les candidatures doivent être adressées au Président de la Mutualité par lettre recommandée.

Le Président qui constate que le candidat ne répond pas aux conditions d'éligibilité prévues à l'article 18 des présents statuts, informe par lettre recommandée le candidat concerné de son refus motivé de le porter sur la liste, dans un délai de quinze jours civils à dater du lendemain de la date de l'envoi de la candidature.

Le candidat qui conteste le refus peut en saisir l'Office de contrôle des mutualités, conformément à l'article 36 de l'Arrêté Royal du 7 mars 1991.

ARTICLE 21

Une liste des candidats effectifs, et le cas échéant une liste des suppléants, est établie par circonscription électorale.

Le Conseil d'Administration de la Mutualité détermine l'ordre dans lequel les candidats figurent dans les listes.

ARTICLE 22

La période (ou date) des élections ainsi que la liste des candidats qui remplissent les conditions d'éligibilité doivent être communiquées aux membres et aux personnes ayant droit de vote par le canal des publications dans un délai maximum de nonante jours civils suivant la date d'appel aux candidatures.

Les élections commencent au plus tard dans les trente jours suivant cette communication.

BUREAUX ELECTORAUX

ARTICLE 23

L'organisation des élections et le contrôle de celles-ci sont confiés à un bureau électoral composé d'un Président, d'un secrétaire et de deux assesseurs. Le bureau électoral est composé au plus tard 30 jours avant le début des élections.

Le Président et les assesseurs du bureau électoral sont désignés par le Conseil d'Administration.

Le secrétaire est désigné par le Président parmi les membres du personnel de la Mutualité.

Les candidats à l'élection ne peuvent pas faire partie du bureau électoral.

Le bureau électoral prend les mesures nécessaires afin de garantir le déroulement régulier des élections.

Pour chaque bureau de vote, le Président désigne, en outre, un secrétaire parmi les membres du personnel de la Mutualité afin de contrôler les procédures électorales dans les bureaux de vote et de transmettre le plus rapidement possible les bulletins de vote au bureau électoral.

ETABLISSEMENT DES LISTES ELECTORALES

ARTICLE 24

Les listes électorales sont établies par circonscription.

La qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes d'électeurs. Des listes d'électeurs sont établies par le bureau électoral. Ces listes mentionnent le nom, les prénoms, les numéros de membre et l'adresse de chaque électeur.

Les listes d'électeurs sont définitivement clôturées à la fin du trimestre qui précède le trimestre au cours duquel commence la procédure électorale.

LE VOTE

ARTICLE 25

Le vote est libre.

Le vote se déroule par correspondance ou/et dans l'un des bureaux de vote de la circonscription électorale dont fait partie l'électeur.

L'électeur doit avoir le choix entre les deux modes de vote, en ce sens qu'il doit en tout cas avoir la possibilité de voter par correspondance.

Dans le cas où le vote a lieu, chaque électeur doit recevoir la convocation et le bulletin de vote au moins 10 jours avant la période d'élection.

Vote par correspondance :

Le bulletin de vote, qui ne mentionne aucune donnée d'identification relative à l'électeur, est envoyé dans une enveloppe sur laquelle figure la mention "Port payé par le destinataire", ainsi que l'inscription "Au Président du bureau électoral pour l'élection de l'Assemblée Générale de la mutualité...".

L'identité de l'expéditeur doit également figurer sur l'enveloppe (nom, prénom, adresse et numéro de membre).

Le bulletin de vote doit être glissé dans l'enveloppe, qui doit être envoyée par la poste. Celle-ci doit arriver avant la clôture du scrutin.

Vote dans un des bureaux de vote :

Si le vote a lieu dans l'un des bureaux de vote de la circonscription électorale, l'électeur remettra son bulletin de vote aux heures, lieux et dates publiés au moins dix jours avant la période d'élection.

Dans le bureau de vote, le secrétaire désigné par le bureau électoral (voir art. 23 dernier alinéa), note l'identité des électeurs qui se présentent et vérifie s'ils figurent sur les listes d'électeurs.

Après la fermeture du bureau de vote, le délégué du bureau électoral transmet le jour même les bulletins de vote au président du bureau électoral. Ceci dans une urne scellée.

ARTICLE 26

Chaque électeur n'est habilité à émettre qu'un seul vote.

1. Si le Conseil d'Administration opte pour une présentation par ordre alphabétique des candidats, le vote est nominatif. Dans ce cas, l'électeur accorde son suffrage au candidat de son choix en remplissant la case figurant en regard de ses nom et prénom.
2. Si le Conseil d'Administration opte pour une présentation des candidats selon une liste confectionnée par lui, le vote s'effectue nominativement ou en case de tête selon que l'électeur ne ratifie pas ou marque son accord sur l'ordre dans lequel les candidats figurent sur la liste.

DEPOUILLEMENT DES BULLETINS DE VOTE

ARTICLE 27

Le bureau électoral procède au dépouillement des bulletins de vote dans les sept jours ouvrables suivant la période d'élection.

Les représentants sont élus en fonction du nombre de voix obtenues.

Les voix de têtes de listes sont réparties parmi les candidats, selon leur ordre sur la liste, en vue d'obtenir le quorum requis. Le quorum requis est obtenu en divisant le nombre de votes valables par le nombre de mandats à pourvoir dans la circonscription électorale concernée.

En cas d'égalité de voix pour plusieurs candidats pour le dernier mandat à pourvoir, soit le mandat est accordé au candidat le plus âgé (article 26, 1.), soit l'ordre de la liste établie par le Conseil d'Administration est prépondérant (article 26, 2.).

Sont nuls :

- les bulletins autres que ceux qui ont été remis à l'électeur ;
- les bulletins qui contiennent plus d'un vote ;
- les bulletins qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage ;
- les bulletins qui contiennent une marque permettant d'identifier l'électeur ;
- les bulletins qui contiennent toute autre marque que le vote.

Le bureau électoral rédige un procès-verbal concernant le déroulement des élections en mentionnant le nombre de votes émis, le nombre de votes valables, la façon dont l'identité des électeurs a été contrôlée et le résultat du scrutin, les circonscriptions pour lesquelles il n'y a pas eu d'élections pour les raisons décrites à l'article 28 des statuts.

EXEMPTION DE L'OBLIGATION D'ORGANISER DES ELECTIONS

ARTICLE 28

Lorsque le nombre de candidats par circonscription est égal ou inférieur au nombre de mandats effectifs à pourvoir, ces candidats sont automatiquement élus (articles 14 et 15 de l'Arrêté royal du 7 mars 1991).

ARTICLE 29

Les membres ayant droit de vote sont informés par le canal des publications destinées aux affiliés de la Mutualité, des résultats du scrutin, au plus tard quinze jours civils après l'élection.

La partie concernée qui souhaite l'annulation ou la modification du scrutin, peut en saisir l'Office de contrôle des mutualités, conformément à l'article 36 de l'Arrêté Royal du 7 mars 1991.

ARTICLE 30

Dans les trente jours suivant l'élection sont transmis à l'Alliance, qui les enverra, au nom des mutualités, à l'Office de contrôle des mutualités :

- 1° Un exemplaire du règlement électoral.
- 2° La composition du bureau électoral.
- 3° Un double du procès-verbal de la procédure électorale.
- 4° Un exemplaire des lettres et publications destinées aux membres.

INSTALLATION DE LA NOUVELLE ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 31

La nouvelle Assemblée Générale est installée dans un délai de trente jours civils maximum après la date de clôture de la période électorale. Un recours auprès de l'Office de contrôle des mutualités suspend la période de trente jours.

Elle peut élire au maximum cinq conseillers à l'Assemblée Générale. Ceux-ci ont voix consultative.

En outre, les membres de la direction (secrétaire, secrétaire(s) adjoint(s), attaché de direction et comptable) de la Mutualité assistent à l'Assemblée Générale avec voix consultative.

COMPETENCES DE L'ASSEMBLEE GENERALE -MODALITES DE REUNION

ARTICLE 32

L'Assemblée Générale délibère et décide au sujet des affaires visées à l'article 15 de la loi du 6 août 1990 et suivant les modalités fixées aux articles 16, 17 et 18 de cette même loi.

Chaque membre présent ou valablement représenté de l'Assemblée Générale dispose d'une voix, sauf dans les cas visés à l'article 18, §2, alinéa 2, de la loi du 6 août 1990.

Un membre qui ne peut personnellement assister à l'Assemblée Générale, peut se faire représenter, moyennant une procuration écrite, par un autre membre de l'Assemblée Générale. Chaque membre ne peut être détenteur que d'une procuration.

En cas d'égalité de voix lors d'un vote, la voix du Président est prépondérante.

L'Assemblée Générale peut déléguer ses compétences au Conseil d'Administration pour décider des adaptations de cotisations. Cette délégation est valable pour un an et est renouvelable.

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi du 6 août 1990, l'Assemblée Générale désigne un réviseur d'entreprise parmi le Collège de deux réviseurs d'entreprise désigné par l'Assemblée Générale de l'Alliance.

Le réviseur fait rapport à l'Assemblée Générale annuelle qui a à son ordre du jour l'approbation des comptes annuels de l'exercice.

Le mandat du réviseur est fixé pour une période renouvelable de 3 ans.

Le réviseur assiste à l'Assemblée Générale lorsque celle-ci délibère au sujet d'un rapport qu'il a rédigé lui-même.

Le réviseur a le droit de prendre la parole à l'Assemblée Générale concernant les points se rapportant à sa tâche.

ARTICLE 32 BIS - MODALITES DE REUNION DE L'ASSEMBLEE A DISTANCE OU PAR PROCEDURE ECRITE

§ 1^{er}. L'assemblée générale est tenue en principe en présentiel.

Afin de permettre au plus grand nombre d'élus de participer aux réunions de l'assemblée générale, le conseil d'administration peut, en outre, prévoir la possibilité :

- 1° de participer à distance à la réunion par visioconférence,
- 2° de voter à distance avant la tenue de la réunion.

Le conseil d'administration veille à :

- a. ce que la sécurité du moyen de communication électronique soit garantie;
- b. ce qu'il soit possible de contrôler la qualité et l'identité des élus qui votent.

Les compétences du conseil d'administration qui sont visées par le présent paragraphe peuvent être déléguées conformément à la loi du 6 août 1990.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le conseil d'administration peut organiser une réunion de l'assemblée générale exclusivement par visioconférence ou par consultation écrite lorsque des circonstances exceptionnelles ou l'urgence le requièrent.

Par les termes : « *circonstances exceptionnelles* », il faut entendre : « *toute circonstance rendant impossible ou interdisant la tenue d'une réunion en présentiel* ».

Par le terme « *urgence* », il faut entendre : « *toute situation nécessitant d'agir vite afin d'éviter un dommage ou afin de respecter le délai dans lequel une décision doit être prise* ».

§ 3. Les délais de convocation, le quorum prévu et la majorité requise, qui sont prévus par la loi du 6 août 1990 ou par les présents statuts pour que la délibération de l'assemblée générale soit valable, restent d'application dans les situations visées aux §§ 1^{er} et 2.

En ce qui concerne le quorum à atteindre, les élus qui participent à l'assemblée générale par visioconférence ou qui ont communiqué leur vote dans le cadre d'une consultation écrite ou qui ont voté à distance avant la tenue de la réunion, sont réputés présents à la réunion. Dans un tel cas, les élus ne peuvent pas prétendre à une intervention à titre de frais de déplacement.

Les dispositions statutaires relatives à la possibilité de donner une procuration sont également d'application lorsque la réunion se tient par visio-conférence conformément au § 2 ou pour les élus qui participent à la réunion par visioconférence en application du § 1^{er}. En revanche, les procurations ne sont pas permises lorsque la réunion est organisée par consultation écrite.

§ 4. La convocation à la réunion de l'assemblée générale mentionne le mode selon lequel la réunion va se dérouler et le cas échéant, les circonstances exceptionnelles et/ou l'urgence qui est (sont) à la base du choix de ce mode de réunion.

Elle contient, le cas échéant, une description claire et précise des procédures relatives à la participation à distance ou par consultation écrite, la possibilité d'exprimer son vote avant la tenue de la réunion et la possibilité ou non de donner une procuration à un autre élu.

§ 5. Lorsque la réunion est organisée par visio-conférence, le moyen de communication électronique doit permettre aux élus de prendre connaissance, de manière directe, simultanée et continue, des discussions au sein de l'assemblée générale et d'exercer leur droit de vote sur tous les points sur lesquels l'assemblée générale est appelée à se prononcer. Le moyen de communication électronique doit en outre permettre aux élus de participer aux délibérations et de poser des questions.

§ 6. Lorsqu'il est recouru à une consultation écrite :

- la convocation contient l'ordre du jour de la réunion, les raisons de la tenue par consultation écrite, l'information nécessaire afin de permettre l'échange de questions et un bulletin de vote avec les mentions « oui », « non » ou « abstention » ;
- la convocation mentionne le délai endéans lequel le vote doit être communiqué, l'adresse postale et/ou l'adresse électronique auxquelles les bulletins de vote doivent être adressés
- la convocation mentionnera également le délai endéans lequel des questions peuvent être posées par écrit ; le conseil d'administration veille à ce que les réponses aux questions posées soient mises à la disposition de tous les élus de manière à ce que les élus puissent les

prendre en compte lors du vote et / ou modifier leur vote déjà exprimé en fonction de ces questions et réponses.

Lorsqu'il est répondu à une consultation écrite par voie postale, la date du cachet de la poste fait foi pour déterminer si le vote a été exprimé dans le délai requis. Pour être comptabilisé, le vote doit toutefois avoir été reçu 3 jours ouvrables après la fin du délai précité.

§ 7. Le procès-verbal de la réunion mentionne les questions qui ont été posées et les remarques qui ont été formulées, les réponses qui y ont été données, les votes qui ont été exprimés et les décisions qui ont été prises, ainsi que :

- 1° le nombre d'élus présents ;
- 2° le cas échéant, le nombre d'élus qui ont donné une procuration ;
- 3° le nombre d'élus ni présents ni représentés ;
- 4° le mode selon lequel la réunion s'est déroulée et le cas échéant, les circonstances exceptionnelles et/ou l'urgence qui est (sont) à la base du choix de ce mode de réunion ;
- 5° les éventuels problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation par voie électronique à la réunion ou au vote ;
- 6° le nombre d'élus qui ont participé à la réunion par visio-conférence et le nombre d'élus qui y ont participé en présentiel ;
- 7° le cas échéant, le nombre d'élus qui ont voté à distance avant la tenue de la réunion.

Le procès-verbal ou la liste des présence devra en outre reprendre :

- 1° l'identité des élus présents,
- 2° l'identité des élus qui ont donné procuration et à qui,
- 3° l'identité des élus ni présents ni représentés,
- 4° le cas échéant, l'identité des élus suivant le mode de participation à la réunion (présentiel, visio-conférence ou consultation écrite).

§ 8. Le conseil d'administration peut déléguer la convocation de l'assemblée générale et les compétences visées aux §§ 1^{er} 2 et 6 conformément aux dispositions de la loi du 6 août 1990.

SECTION 2 - ELECTION DES REPRESENTANTS POUR L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ALLIANCE NATIONALE ET DES SOCIETES MUTUALISTES AUXQUELLES EST AFFILIEE LA MUTUALITE.

ARTICLE 33

La délégation de la Mutualité au sein de l'Assemblée Générale de l'Alliance comprend 1 délégué par 7.500 membres.

ARTICLE 34

Les délégués sont élus par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale élit les délégués suppléants à l'Assemblée Générale de l'Alliance.

ARTICLE 35

Les représentants de la Mutualité à l'Assemblée générale de l'Alliance sont élus selon les modalités prévues dans l'AR du 7 mars 1991 et dans les statuts de l'Alliance.

Les représentants de la Mutualité à l'Assemblée générale des sociétés mutualistes visées à l'article 43bis, §1 de la loi du 6 août 1990 auxquelles la Mutualité est affiliée sont élus selon les modalités prévues dans l'AR du 5 octobre 2000 et dans les statuts de ces sociétés mutualistes.

Les représentants de la Mutualité à l'Assemblée générale de la société mutualiste MC Assure sont élus selon les modalités prévues dans l'AR du 26 août 2010 portant l'exécution des articles 2, §3, alinéa 2, 14, §3, et 19, alinéas 3 et 4, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, en ce qui concerne les sociétés mutualistes visées aux articles 43bis, §5, et 70, §7, de cette même loi et dans les statuts de la société mutualiste MC Assure.

Les représentants des membres et des personnes à charge à l'Assemblée générale de la Mutualité qui souhaitent être élus délégués à l'Assemblée générale de l'Alliance et de l'Assemblée générale des sociétés mutualistes visées à l'article 43bis, §1 de la loi du 6 août 1990 auxquelles la Mutualité est affiliée de la société mutualiste Solimut, doivent poser leur candidature par lettre recommandée au président du Conseil d'administration de la Mutualité, quinze jours avant la date de l'Assemblée générale de la Mutualité qui procédera à l'élection.

ARTICLE 36

Le vote est secret. Chaque membre de l'Assemblée générale dispose d'une voix. Les candidats sont élus dans l'ordre du nombre de voix obtenues. En cas d'égalité de voix entre plusieurs candidats pour le dernier mandat à pourvoir, l'ordre de la liste est décisif.

SECTION 3 - CONSEIL D'ADMINISTRATION.

ARTICLE 37

Le Conseil d'Administration de la Mutualité se compose d'un nombre de membres qui ne peut excéder la moitié du nombre de membres de l'Assemblée générale avec un maximum de 36 personnes. Il ne peut comporter plus de 80% de personnes du même sexe ni plus d'un quart des personnes rémunérées par la Mutualité ou l'Alliance.

Sans préjudice du droit des membres de l'Assemblée générale de se porter candidat à un poste d'administrateur, le Conseil d'Administration de la Mutualité peut présenter à l'Assemblée générale sa propre liste de candidats.

Le Conseil d'Administration doit compter au moins trois représentants de chaque circonscription électorale.

Pour être membre du Conseil d'Administration, il faut être majeur et de bonne conduite vie et mœurs, et satisfaire aux conditions de l'article 18 a., b., c., e. Il ne faut toutefois pas faire partie de l'Assemblée générale.

Le mandat de membre du Conseil d'Administration est exercé à titre gratuit. Toutefois, les membres du Conseil d'Administration, qui sont présents lors de la réunion du Conseil d'Administration, peuvent recevoir une indemnité de déplacement.

ARTICLE 38

Le Conseil d'Administration est élu par les membres de l'Assemblée générale. La durée du mandat est fixée à 6 ans, renouvelable.

Les candidatures sont adressées par lettre recommandée au président du Conseil d'Administration. Ce dernier veillera à une représentativité des différentes catégories socio-professionnelles (indépendants, salariés, fonctionnaires...), tenant compte des cinq circonscriptions électorales prévues à l'article 15, ainsi qu'à une représentativité des mouvements socio-éducatifs mutualistes. Il s'assurera, en outre, d'une représentation suffisante des deux sexes.

Lorsque le nombre de candidats est supérieur au nombre de mandats à pourvoir, il y a scrutin secret. Chaque membre de l'Assemblée Générale dispose d'autant de voix qu'il y a de mandats à pourvoir. Les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix sont élus.

Lorsque le nombre de candidats est égal au nombre de mandats à pourvoir, les candidats sont élus automatiquement.

Des administrateurs suppléants peuvent être élus dans les mêmes conditions.

Le Conseil d'Administration peut élire au maximum cinq conseillers. Ils ont voix consultative.

Le Président détermine l'ordre dans lequel les candidats figurent sur la liste, sur base des candidatures valablement reçues par lui-même, conformément à l'alinéa 2 du présent article. Cet ordre est prépondérant en cas d'égalité des voix.

ARTICLE 39

Le remplacement d'administrateurs décédés ou démissionnaires a lieu à la prochaine Assemblée générale. L'administrateur ainsi élu, achève le mandat de celui qu'il remplace.

La démission ou l'exclusion de la Mutualité ainsi que la perte de la qualité d'éligibilité au Conseil d'Administration entraîne automatiquement la fin du mandat de membre du Conseil d'Administration de la Mutualité.

L'administrateur qui aura été absent trois fois consécutivement sans motif justifié est considéré comme démissionnaire.

L'Assemblée Générale peut prononcer la révocation d'un administrateur suivant la procédure prévue à l'article 19 § 2 de la loi du 6 août 1990 au cas où :

- l'administrateur commet une infraction à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 ou ses arrêtés d'exécution;
- l'administrateur commet une infraction à la loi relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités du 6 août 1990 ou ses arrêtés d'exécution;
- l'administrateur a encouru une condamnation criminelle ou correctionnelle, conditionnelle ou non, coulée en force de chose jugée;
- l'administrateur accomplit des actes de nature à causer préjudice aux intérêts de la Mutualité ou de l'alliance dont elle fait partie;
- l'administrateur refuse de se soumettre aux statuts et aux règlements de la Mutualité ou de l'Alliance dont elle fait partie.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer que lorsque la moitié des membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité absolue des votes exprimés. En cas d'égalité de voix, la voix du Président est prépondérante.

Si le quorum de présences exigé n'est pas atteint, un deuxième Conseil d'Administration sera convoqué qui délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Lorsqu'il faut voter au sujet de personnes, il y a scrutin secret.

ARTICLE 40 - COMPETENCES

Le Conseil d'Administration est chargé de la gestion journalière et de l'exécution des décisions prises par l'Assemblée générale. Il se réunit sur convocation du président au moins deux fois par an et obligatoirement avant chaque Assemblée générale pour fixer l'ordre du jour de celle-ci. Il se réunit d'urgence sur convocation du président ou à la demande conjointe de cinq de ses membres.

A l'exception de la fixation des cotisations, le Conseil d'Administration peut déléguer sous sa responsabilité, des actes relevant de la gestion journalière ou une partie de ses compétences au Président ou à un ou plusieurs administrateurs désignés par le Conseil d'Administration en son sein, et qui forment le comité de gestion (ou bureau journalier). Le fonctionnement de ce dernier est régi par un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 40BIS - MODALITES DE REUNION

§ 1^{er}. Le conseil d'administration est tenu en principe en présence des administrateurs.

Afin de permettre au plus grand nombre d'administrateurs de participer aux réunions du conseil d'administration, le président peut, en outre, si le conseil d'administration lui a délégué cette compétence, prévoir la possibilité :

- 1° de participer à distance à la réunion par visio-conférence,
- 2° de voter à distance avant la tenue de la réunion.

Le président veille à :

- a. ce que la sécurité du moyen de communication électronique soit garantie;
- b. ce qu'il soit possible de contrôler la qualité et l'identité des élus qui votent.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le président peut, si le conseil d'administration lui a délégué cette compétence, organiser une réunion exclusivement par visio-conférence et/ou par consultation écrite lorsque des circonstances exceptionnelles ou l'urgence le requièrent.

Par les termes : « *circonstances exceptionnelles* », il faut entendre : « *toute circonstance rendant impossible ou interdisant la tenue d'une réunion en présentiel* ».

Par le terme « *urgence* », il faut entendre : « *toute situation nécessitant d'agir vite afin d'éviter un dommage ou afin de respecter le délai dans lequel une décision doit être prise* ».

§ 3. Les délais de convocation, le quorum prévu et la majorité requise, qui sont prévus par la loi du 6 août 1990 ou par les présents statuts pour que la délibération du conseil d'administration soit valable, restent d'application dans les situations visées aux §§ 1^{er} et 2.

En ce qui concerne le quorum à atteindre, les administrateurs qui participent au conseil d'administration par visio-conférence ou qui ont communiqué leur vote dans le cadre d'une consultation écrite ou qui ont voté à distance avant la tenue de la réunion, sont réputés présents à la réunion. Dans un tel cas, les administrateurs ne peuvent pas prétendre à une intervention à titre de frais de déplacement.

Les dispositions statutaires relatives à la possibilité de donner une procuration sont également d'application lorsque la réunion se tient par visio-conférence conformément au § 2 ou pour les administrateurs qui participent à la réunion par visio-conférence en application du § 1^{er}. En revanche, les procurations ne sont pas permises lorsque la réunion est organisée par consultation écrite.

§ 4. La convocation à la réunion du conseil d'administration mentionne le mode selon lequel la réunion va se dérouler et le cas échéant, les circonstances exceptionnelles et/ou l'urgence qui est (sont) à la base du choix de ce mode de réunion.

Elle contient, le cas échéant, une description claire et précise des procédures relatives à la participation à distance ou par consultation écrite, la possibilité d'exprimer son vote avant la tenue de la réunion et la possibilité ou non de donner une procuration à un autre administrateur.

§ 5. Lorsque la réunion est organisée par visio-conférence, le moyen de communication électronique doit permettre aux administrateurs de prendre connaissance, de manière directe, simultanée et continue, des discussions au sein du conseil d'administration et d'exercer leur droit de vote sur tous les points sur lesquels le conseil d'administration est appelé à se prononcer. Le moyen de communication électronique doit en outre permettre aux administrateurs de participer aux délibérations et de poser des questions.

§ 6. Lorsqu'il est recouru à une consultation écrite:

- la convocation contient l'ordre du jour de la réunion, les raisons de la tenue de la réunion par consultation écrite, l'information nécessaire afin de permettre l'échange de questions et un bulletin de vote avec les mentions « oui », « non » ou « abstention » ;
- la convocation mentionne le délai endéans lequel le vote doit être communiqué, l'adresse postale et/ou l'adresse électronique auxquelles les bulletins de vote doivent être adressés ;
- la convocation mentionnera également le délai endéans lequel des questions peuvent être posées par écrit ; le président veille à ce que les réponses aux questions posées soient mises à la disposition de tous les administrateurs de manière à ce que les administrateurs puissent les prendre en compte lors du vote et / ou modifier leur vote déjà exprimé en fonction de ces questions et réponses.

Lorsqu'il est recouru à une consultation écrite par voie postale, la date du cachet de la poste fait foi pour déterminer si le vote a été exprimé dans le délai requis. Pour être comptabilisé, le vote doit toutefois avoir été reçu 3 jours ouvrables après la fin du délai précité.

§ 7. Le procès-verbal de la réunion mentionne les questions qui ont été posées et les remarques qui ont été formulées, les réponses qui y ont été données, les votes qui ont été exprimés et les décisions qui ont été prises, ainsi que :

- 1° le nombre d'administrateurs présents ;
- 2° le cas échéant, le nombre d'administrateurs qui ont donné une procuration ;
- 3° le nombre d'administrateurs ni présents ni représentés ;
- 4° le mode selon lequel la réunion s'est déroulée et le cas échéant, les circonstances exceptionnelles et/ou l'urgence qui est (sont) à la base du choix de ce mode de réunion ;
- 5° les éventuels problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation par voie électronique à la réunion ou au vote ;
- 6° le nombre d'administrateurs qui ont participé à la réunion par visio-conférence et le nombre d'administrateurs qui y ont participé en présentiel ;
- 7° le cas échéant, le nombre d'administrateurs qui ont voté à distance avant la tenue de la réunion.

Le procès-verbal ou la liste des présence devra en outre reprendre :

- 1° l'identité des administrateurs présents,
- 2° l'identité des administrateurs qui ont donné procuration et à qui,
- 3° l'identité des administrateurs ni présents ni représentés,
- 4° le cas échéant, l'identité des administrateurs suivant le mode de participation à la réunion (présentiel, visio-conférence ou consultation écrite).

ARTICLE 41

Le Conseil d'Administration élit en son sein un Président et deux vice- présidents. Tous trois feront partie du Comité de Gestion.

Le Directeur Régional, nommé sur avis conforme de l'alliance, exerce la fonction de secrétaire du Conseil d'Administration et de l'Assemblée générale.

Le Directeur Adjoint responsable des Finances, nommé sur avis conforme de l'alliance, exerce la fonction de trésorier du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 42

Le Président est chargé de diriger l'Assemblée générale et le Conseil d'Administration; il veille à l'exécution des statuts et des règlements spéciaux; il représente la Mutualité dans tous ses rapports avec les autorités publiques.

Le Président peut cependant donner procuration générale ou particulière au Directeur Régional ou à un membre du Conseil d'Administration, pour traiter avec les autorités publiques.

Le Président a le droit de convoquer extraordinairement le Conseil d'Administration.

ARTICLE 43

Le Directeur Régional tient toutes les écritures requises, signe la correspondance, rédige et signe les procès-verbaux des séances et contresigne les mandats de paiement. Il est chargé de la conservation des archives. Il assume, en outre, la direction générale du secrétariat. Il est responsable devant le Comité, le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale, de la bonne marche des services.

ARTICLE 44

Le trésorier est responsable vis-à-vis du Conseil d'Administration des finances de la Mutualité, de la tenue des pièces comptables imposées par la réglementation, des statistiques, ainsi que de la situation financière.
A chaque Assemblée Générale, le Conseil d'Administration fait rapport de la situation financière.

CHAPITRE VI

LES OPERATIONS ET SERVICES DE LA MUTUALITE : ASSURANCE OBLIGATOIRE ET ASSURANCE COMPLEMENTAIRE.

SECTION 1 - ASSURANCE OBLIGATOIRE CONTRE LA MALADIE ET L'INVALIDITE.

L'exécution de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité visée à l'article 2 a) des présents statuts est assurée par la Mutualité.

SECTION 2 - ASSURANCE COMPLEMENTAIRE

ARTICLE 45

Pour réaliser les objectifs prévus à l'article 2 b. des présents statuts, la Mutualité organise des opérations et services pour les membres et leurs personnes à charge, selon les modalités fixées ci-dessous.

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 46

- a. La qualité de membre permet de bénéficier des avantages prévus par les présents statuts, à condition que:
1. les conditions d'âges prévues pour chaque avantage soient respectées;
 3. les cotisations soient payées.

Les dispositions du paragraphe a) de la présente disposition s'applique sans préjudice des dispositions reprises dans l'article 13.

- b. Si une disposition légale ou réglementaire prévoit l'intervention d'une autorité qui a trait à un avantage ou une prestation pour laquelle ces statuts prévoient également une intervention, alors l'intervention prévue dans les statuts est diminuée du montant de l'intervention de l'autorité. En cas d'octroi d'une intervention en assurance obligatoire, l'addition de celle-ci et de l'intervention de l'assurance complémentaire ne pourra jamais être inférieure pour les personnes avec un statut social au sens de l'article 37, §§ 1^{er}, 2, ou 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, par rapport aux autres membres.

ARTICLE 47

[libre]

ARTICLE 48

A. Vaccins (code 15/02)

Définitions / terminologie

Non applicable

Description de l'avantage

L'avantage intervient dans les frais d'achat d'un vaccin reconnu en Belgique.

Conditions d'intervention

L'intervention s'effectue uniquement pour les vaccins repris dans la liste du Centre Belge d'Information Pharmacothérapeutique (CBIP).

Exclusions

Le service n'intervient pas pour les vaccinations qui peuvent être obtenues gratuitement dans les réseaux de vaccination de la petite enfance, de la médecine du travail ou de toute autre réglementation.

Montant de l'intervention

La mutualité intervient à concurrence de 25% du prix réellement supporté par le membre par achat. L'intervention est de 25 € max par an et par bénéficiaire.

Documents justificatifs

L'intervention s'effectue sur la base d'une attestation BVAC, attestation officielle de Travel Clinic. Pour les pays limitrophes, l'intervention s'effectue sur la base d'une attestation officielle d'une pharmacie. L'intervention s'effectue sur base d'un des documents susmentionnés, en original ou en copie.

Champ d'application territoriale

Ce service intervient pour les vaccins achetés en Belgique ou dans un pays frontalier.

B. Service dépistage (code 15/03)

Article 48 point B abrogé par l'Assemblée générale du 16-11-2020 (en vigueur au 1/1/2021)

ARTICLE 49

Soins à domicile

1. Ticket Modérateur (TM) soins infirmiers (code 15/04)
2. Indemnité de maintien à domicile (code 15/05)
3. Aides ménagères à caractère social (code 15/07)
4. Aides aux familles et aux personnes âgées (code 15/08)
5. Biotélévigilance (code 15/09)

Article 49 abrogé par l'Assemblée générale du 16-11-2020 (en vigueur au 1/1/2021)

ARTICLE 50

Transport et Frais de déplacement (code 15/10)

Article 50 abrogé par l'Assemblée générale du 16-11-2020 (en vigueur au 1/1/2021)

INDEMNITÉS UNIQUES

ARTICLE 52

Prime de naissance ou d'adoption (code 15/11)

Définitions / terminologie

Adoption intrafamiliale : adoption d'un enfant par un membre de sa famille (enfant du conjoint ou enfant de la famille jusqu'au 3e degré).

Description de l'avantage

Cet avantage consiste en l'octroi d'une prime forfaitaire à l'occasion de la naissance ou l'adoption d'un enfant. La prime peut également être obtenue dans l'éventualité où l'enfant est né sans-vie (grossesse ayant duré au moins 180 jours).

Conditions d'intervention

Le titulaire doit être membre de la MC le jour de la naissance ou de l'adoption.

Exclusions

La prime ne concerne pas l'adoption intrafamiliale.

Montant de l'intervention

Le montant de la prime est un montant forfaitaire de 350 €, octroyé au titulaire à charge duquel l'enfant est inscrit au sens de la loi relative à l'A.S.S.I..

En cas de naissances ou d'adoptions multiples, le montant de la prime est multiplié par le nombre d'enfants.

Documents justificatifs

L'intervention sera effectuée sur base de l'inscription de l'enfant à la MC.

Dans l'éventualité où l'enfant est né sans-vie, l'intervention sera effectuée sur la base d'une copie de l'acte officiel.

Champ d'application territoriale

Non applicable

FINANCEMENT D' ACTIONS COLLECTIVES

ARTICLE 53

Coopération Internationale (code 38/12)

Dans le cadre de la solidarité internationale, la Mutualité soutient diverses initiatives en vue d'améliorer la santé et le bien-être de la population du Bénin.

Dans ce contexte, la Mutualité a signé une convention de partenariat avec APROSOC (Actions pour la Protection Sociale) dont l'objet est le suivant :

- Mener en partenariat des actions en vue du renforcement et du développement des mutuelles de santé au Bénin et de la promotion de la santé de leurs membres.
- Contribuer à l'amélioration de l'état de santé des populations par l'intensification de la Communication pour le Changement de Comportement (CCC) en matière de préventions des maladies et par la mise en place et le suivi de Mutuelles pour un meilleur accès aux soins.
- Améliorer l'accès aux soins par la viabilité des Mutuelles existantes et à créer.
- Promouvoir la santé chez les mutualistes par la prévention et la CCC.
- Habilitier les agents des structures d'appui à utiliser adéquatement les outils de communication.

L'Assemblée générale de la Mutualité définit le montant du financement.

Ce service ne constitue pas une opération et n'ouvre pas de droit individuel à une intervention répondant à un événement incertain et futur. Les membres de la Mutualité ne bénéficient pas, en cette qualité, d'autres avantages que ceux dont bénéficient les autres personnes qui peuvent s'adresser à APROSOC.

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 50.000 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 50.000 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 50.000 euros.

BIEN-ÊTRE

ARTICLE 54

1. Camps, plaines et stages (code 15/12)
2. Classes de dépaysement (code 15/13)
3. Avantage Sport et diététique (code 15/14)
4. Aide aux Malades (code 15/15)

Article 54 abrogé par l'Assemblée générale du 16-11-2020 (en vigueur au 1/1/2021)

INFORMATION

ARTICLE 55

1. Service d'assistance juridique (code 15/16)

Article 55 point 1 abrogé par l'Assemblée générale du 16-11-2020 (en vigueur au 1/1/2021)

2. Information périodique des membres (code 37)

La Mutualité organise ce service afin d'informer tous ses membres au sujet de toutes les matières qui les concernent, notamment au sujet de toutes les matières concernant la Mutualité et les soins de santé en général, tant préventifs que curatifs.

Ce service est également destiné à :

- autoriser la mutualité à se doter de moyens en vue d'actions spécifiques de développement destinées à soutenir, favoriser et développer la vie mutualiste régionale et locale ;
- permettre à la mutualité d'assurer ses fonctions de marketing social (études de besoins, évolution de services) et de réaliser des activités de promotion.

3. Service social

Objet

Le service vise à offrir, aux personnes se trouvant dans une situation problématique en raison d'une maladie, d'un handicap ou d'une vulnérabilité financière ou sociale, ainsi qu'à leurs auxiliaires de vie bénévoles, une aide et des services et ce, afin d'augmenter leur autonomie, de promouvoir l'intégration et la participation sociales et d'ouvrir l'accès à l'aide sociale.

Bénéficiaires

Ce service s'adresse à tout le monde.

Avantage

Le service octroie une aide sociale et psychosociale et fournit des informations et conseils, en exécution de la réglementation applicable de l'autorité compétente.

Ce service n'octroie pas d'interventions financières.

Moyens

Pour la réalisation des avantages qui ne relèvent pas de l'exécution de l'assurance obligatoire, le service est intégralement financé par des moyens mis à disposition par l'autorité compétente. Il n'est pas octroyé de cotisation de membres à ce service.

Modalités :

Tant qu'il est conforme à la loi du 6 août 1990 et à la loi du 26 avril 2010, le service fonctionne conformément aux principes de fonctionnement et lignes directrices arrêtés par le Titre IV du « Code wallon de l'action sociale et de la santé » institué par l'« Arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2011 portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale », publié au Moniteur belge du 21 décembre 2011, deuxième édition et confirmé par le « Décret de la Région wallonne du 1er décembre 2011 », publié au Moniteur belge du 21 décembre 2011, cinquième édition et par l'arrêté du 14 septembre 1987 de l'Exécutif de la Communauté française fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux Centres de service social.

CENTRE ADMINISTRATIF (CODE 98)

ARTICLE 56

Le centre administratif comprend :

- a. Le centre administratif ou centre de répartition visé sous le code (98/1), distinct du service administratif (98/2) mentionné au point b. du présent article, a une fonction de centre de répartition des frais de fonctionnement communs qui ne sont pas directement imputables à l'assurance maladie obligatoire ou à un service ou une opération déterminés. Les charges et les produits qui ne sont pas imputables directement à un service ou à un groupe de services déterminé y seront imputés préalablement à leur répartition totale entre les différents services sur la base de clés objectives. A l'issue de l'exercice comptable, ce service administratif (98/1) présentera un résultat égal à zéro.
- b. Le centre administratif ou réserves en frais d'administration de l'assurance obligatoire visé sous le code (98/2), qui a pour but de prendre en charge, le cas échéant, le mali des frais d'administration de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, visé à l'article 195, §5, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnées le 14 juillet 1994 et ce à l'aide notamment des cotisations administratives perçues et des boni éventuels des frais d'administration de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités obtenus au cours des exercices précédents et imputés à ce service. Les produits et charges déterminés par l'Office de contrôle des mutualités sont également attribués à ce service de code 98/2.

SERVICE PATRIMONIAL

ARTICLE 57

La Mutualité a conclu un accord de collaboration avec ASBL "Progrès et Solidarité" (code OCM 93) qui, en contrepartie de la cotisation prévue à cet effet, se portera garante de gérer les biens mobiliers et immobiliers et de réaliser l'ensemble des missions qui sont conformes à ses statuts, lui sont confiées par la Mutualité dans le cadre de l'accord de collaboration conclu entre les deux entités et qui sont nécessaires à la réalisation des objectifs prévus à l'art. 2 des présents statuts.

Ce service ne constitue pas une opération et n'ouvre pas de droit individuel à une intervention répondant à un événement incertain et futur.

ARTICLE 58

La Mutualité octroie un subventionnement aux structures socio-sanitaires suivantes

Le présent service ne constitue pas une opération ni un service ouvrant un droit individuel à une intervention répondant à un événement incertain et futur.

Les membres de la Mutualité ne peuvent pas bénéficier, en cette qualité, d'avantages qui ne sont pas également octroyés aux autres personnes qui peuvent s'adresser aux entités tierces subventionnées décrites ci-dessous.

1. Altéo (code 38/01)

L'objet social repris dans l'article 3 des statuts de cette asbl est le suivant :

« L'association a pour but de promouvoir, soutenir ou prendre toute initiative ayant pour but de favoriser l'autonomie et la participation à la vie sociale de toutes personnes présentant des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables sur la base de l'égalité entre les personnes.

L'association visera à permettre, encourager et favoriser toute forme d'activité de loisir, de sport, de répit, de culture, de militance et de rencontres permettant l'atteinte de ces objectifs. »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 334.878,51 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 360.000 euros .

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 0 euro.

2. Ocarina (code 38/02)

L'objet social repris dans l'article ~~3~~ 5 des statuts de cette asbl est le suivant :

« Ocarina prend une place active dans la société et a pour but désintéressé de promouvoir par ses actions le développement de la jeunesse et de ses aptitudes avec une attention particulière à son bien-être et à son épanouissement.

L'association est majoritairement composée de jeunes de moins de trente-cinq ans qui participent activement à atteindre ce but au travers de diverses activités :

- l'animation déclinée dans :
 - des plaines et séjours en période de vacances scolaires à destination d'enfants et d'adolescents
 - des activités ponctuelles ou récurrentes toute l'année, principalement à destination des jeunes et, parfois, en partenariat avec d'autres opérateurs autour de projets ou thématiques spécifiques
- des formations
- des projets de différentes natures
- la mise à disposition de toute l'infrastructure (humaine et matérielle) appropriée à ces activités.

Pour la réalisation de son but, l'association peut organiser tout service, exercer toute activité généralement quelconque. Elle peut acquérir, exercer et aliéner, à titre gratuit ou onéreux, tout droit immobilier, mobilier ou intellectuel, sans aucune restriction. Elle peut promouvoir ou instituer toute société, établissement ou association de droit ou de fait. Elle peut devenir membre de tels organismes et peut leur procurer, à titre gratuit ou onéreux tout service ou aide économique, financière, sociale ou morale destinée à faciliter la réalisation de leur objet social.

L'association peut également recevoir toute aide ou contribution matérielle ou financière, d'institutions et personnes publiques ou privées. Les fonds et matériels ainsi récoltés doivent servir exclusivement à la réalisation du but social. »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 91.570,86 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 168.950, 94 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 0 euro.

3. Énéo (code 38/03)

L'objet social repris dans l'article 3 des statuts de cette asbl est le suivant :

« S'inspirant des valeurs chrétiennes, l'association a pour buts :

- D'encourager la participation et l'engagement des aînés dans la vie sociale, culturelle, économique et politique.
- De promouvoir la prise de responsabilité des aînés par le biais de l'action collective dans le but de les associer à la construction d'un monde plus juste.
- De développer et d'animer un réseau associatif démocratique et participatif porteur de solidarité et générateur d'une meilleure qualité de vie.
- De représenter ses membres et de les accompagner dans la défense de leurs droits dans un esprit de dialogue intergénérationnel.
- De lutter contre toute forme de discrimination à l'égard des personnes âgées.
- De prendre et d'appuyer toute initiative visant une véritable promotion de l'autonomie et du bien-être physique, mental et social des aînés.

L'association inscrit prioritairement son action dans le champ de l'éducation permanente. Elle se déploie principalement sur le territoire de la Communauté française. Son programme d'actions peut viser ses membres, les aînés fragilisés, un large public, les décideurs politiques et le monde associatif. »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 98.532,43 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 82.071,26 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 0 euro.

4. Eglantine (code 38/04)

L'objet social repris dans l'article 2 des statuts de cette asbl est le suivant :

« L'association a pour but la qualité de la vie, tant psychologique que sociale, l'accueil et les loisirs des personnes âgées, malades ou moins valides.

En vue d'offrir à ces personnes, des activités conviviales et valorisantes, l'association peut, notamment, créer et organiser des centres d'accueil, de loisirs et offrir des services aux personnes visées au paragraphe précédent.

L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but et prendre toute initiative et utiliser tout moyen qui concourent à sa réalisation.

En exécution de ce qui est stipulé dans son but, l'association peut, entre autres, acquérir, louer ou donner en location toute propriété ou droits réels, recruter du personnel, conclure des contrats valables, récolter des fonds, recevoir des legs et dons ; en résumé exercer ou faire exercer toutes les activités qui justifient son but. Dans le cadre de la réalisation de son but, l'association peut même poser des actes commerciaux. »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 68.633,84 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 75.000 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 75.000 euros.

5. L'ASBL Intégration sociale et travail (IST) (code 38/05)

L'objet social repris dans l'article 2 des statuts de cette asbl est le suivant :

« L'association a pour but la promotion, l'animation et la défense, dans tous leurs aspects, des personnes handicapées, invalides ou malades.

A cet effet, l'association peut, notamment, développer tout service ou toute initiative en rapport avec le public cible.

L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but, et prendre toute initiative et/ou utiliser tout moyen qui concourent à sa réalisation.

En exécution de ce qui est stipulé dans son but, l'association peut, entre autres, acquérir, louer ou donner en location toute propriété ou droits réels, recruter du personnel, conclure des contrats valables, récolter des fonds, recevoir des legs et dons ; en résumé exercer ou faire exercer toutes les activités qui justifient son but. Dans le cadre de la réalisation de son but, l'association peut même poser des actes commerciaux. »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 124.118,73 euros (montant partiellement couvert par une provision de 16.865,41 euros, constituée en 2014 et reprise en 2019).

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 70.000 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 70.000 euros.

6. Éneo sport (code 38/06)

L'objet social repris dans l'article 3 des statuts de cette asbl est le suivant :

« L'association a pour buts

- D'encourager et d'organiser, dans les meilleures conditions de sécurité, l'activité physique, la pratique des sports et de la vie en plein air des membres de l'Union Chrétienne des Pensionnés, mouvement social des aînés asbl.
- De promouvoir la pratique sportive auprès d'un large public.
- D'assurer la formation de moniteurs et de cadres sportifs »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 42.785,77 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 37.216,95 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 0 euro.

7. Solival (ASBL) (code 38/07)

L'objet social repris dans l'article 3 des statuts de cette asbl est le suivant :

« L'association est un service qui s'adresse à toute personne atteinte d'un handicap physique, mental ou sensoriel ainsi qu'à tout autre service d'aide ou d'accompagnement de ces personnes.

L'association vise à aider les personnes handicapées à conserver leur autonomie, à l'acquérir ou à la recouvrer en leur fournissant l'information, l'aide et le soutien nécessaires pour répondre à l'ensemble de leurs besoins dans tous les actes et les démarches de la vie courante.

L'association se propose de faciliter et de favoriser directement ou indirectement l'utilisation par les handicapés, les malades et les invalides de tous appareils et moyens techniques d'assistance.

Elle effectue des recherches, rassemble et distribue les informations de nature à contribuer à l'intégration de tous les handicapés et à la prise de conscience des personnes valides et invalides.

Elle peut posséder, en usufruit ou en pleine propriété, tous biens meubles et immeubles nécessaires à la réalisation de ses objectifs.

Elle peut promouvoir ou instituer toute société, tout établissement ou toute association de droit ou de fait. Elle peut devenir membre de ces organismes.

Elle peut leur procurer, à titre gratuit ou onéreux, tout service ou aide économique, financière, sociale ou morale destinée à faciliter la réalisation de leur objet social. »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 41.347,33 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 49.079,00 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 0 euro.

8. Aide et Soins à Domicile en Province de Luxembourg (code 38/08)

L'objet social repris dans l'article 2 des statuts de cette asbl est le suivant :

« L'association a pour but de contribuer, notamment dans le cadre du domicile, à l'autonomie et au bien-être physique et moral, des personnes malades, blessées, accidentées, âgées ou rentrées d'hospitalisation, mais aussi de celles qui éprouvent des difficultés passagères ou de longue durée et qui vivent des circonstances sociales ou familiales particulières. Pour atteindre son but, l'association peut, entre autres,

- Organiser et mettre à la disposition de la population de la province de Luxembourg des services infirmiers de soins à domicile dans le sens le plus large.

- Organiser un service d'aide aux familles et aux personnes âgées, c'est-à-dire mettre à disposition des personnes ou des familles de la province, du personnel qualifié pour les aider, les seconder et les remplacer dans l'accomplissement de leurs tâches familiales ou de tout acte de la vie journalière mais aussi pour le soutien et l'accompagnement des personnes concernées.
- Coordonner, en collaboration avec le médecin traitant, l'ensemble des services et des soins nécessaires au maintien à domicile.
- Assurer la préparation de la coordination et du suivi, notamment avec le bénéficiaire.

Elle peut aussi

- Créer des services nouveaux pour mieux rencontrer le but qu'elle se fixe et les besoins du public concerné.
- Faciliter les collaborations entre tous les intervenants du maintien à domicile.
- Organiser la défense, notamment au plan politique, des orientations d'ensemble de ce genre de services à la population en Région Wallonne et en Communauté Française de Belgique.

Les services dispensés à la population sont prestés :

- En respectant les convictions politiques, philosophiques et religieuses des patients ou des usagers.
- En s'inscrivant dans une dynamique coordonnée et intégrée d'aide et de soins à domicile et dans la coopération organisée structurellement, de manière interrégionale, avec l'ASBL « Fédération de l'Aide et des Soins à Domicile » (FASD).
- En se conformant à la réglementation en vigueur, imposée, e.a. par l'INAMI ou la Région Wallonne, mais aussi aux critères définis pour le fonctionnement interne.

L'association peut utiliser tout moyen, accomplir tout acte, prendre toute initiative qui contribue directement ou indirectement à la réalisation du but et de s'intéresser à toute initiative proche ou connexe aux siennes.

En exécution de ce qui est stipulé dans le but, l'association peut, notamment acquérir, louer ou donner en location toute propriété ou droits réels, recruter du personnel, conclure valablement des contrats, récolter des fonds, accepter legs et dons, en résumé exercer ou faire exercer toutes les activités qui justifient son but. Dans le cadre de la réalisation de son but, l'association peut même poser des actes commerciaux et mettre en œuvre des initiatives dans le cadre des « Titres Services » ou autres. »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 100.000 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 100.000 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 30.000 euros.

10. Baby-Service du Luxembourg (code 38/10)

L'objet social repris dans l'article 3 des statuts de cette asbl est le suivant :

« L'association a pour but l'organisation, la création, la coordination et la gestion, soit par l'organisation elle-même, soit par des tiers, de toute forme d'institutions et de services chargés de l'accueil et des soins aux jeunes enfants dont les parents, pour des raisons professionnelles, ou pour toute autre raison, jugée valable par le Conseil d'administration, ne peuvent assurer eux-mêmes la garde et l'éducation.

L'activité principale est notamment l'accueil et l'éducation des enfants de 0 à 6 ans au domicile des accueillantes conventionnées du service.

L'association doit veiller à la formation des accueillantes en organisant des cours de formation à leur intention, en stimulant ou en accordant sa collaboration à de telles initiatives.

L'association peut acquérir et posséder tous les biens meubles et immeubles, tant en pleine propriété qu'en usufruit, qui lui seraient nécessaires pour la réalisation de son but. »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 15.000 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 15.000 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 15.000 euros.

11. ASBL Forum de la Mobilité (code 38/11)

L'objet social repris dans l'article 3 des statuts de cette asbl est le suivant :

« L'association a pour but la mise en œuvre et la réalisation de tous projets facilitant le déplacement et l'intégration des personnes à mobilité réduite ainsi que la sensibilisation de l'opinion publique à ce problème tout en favorisant la mise au travail de personnes fragilisées sur le marché du travail et de veiller à leur assurer une formation qualifiante. Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son

objet. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toutes à toutes activités similaires à son but. L'association peut posséder soit en pleine propriété soit en jouissance des biens meubles ou immeubles nécessaires ou utiles à la réalisation de son but. Elle peut accepter tous dons ou legs, agir en justice tant en demandant qu'en défendant. »

Pour 2019, pas de subventionnement versé.

Pour 2020, le montant maximal du subventionnement est fixé à 20.000 euros.

Pour 2021, pas de subventionnement versé.

12. Asbl Promemploi (code 38/14)

L'objet social repris dans l'article 2 des statuts de cette asbl est le suivant :

« Instaurée par les partenaires sociaux de la province de Luxembourg, l'Association a pour but d'être un outil de développement économique et social au service des travailleurs et des entreprises de cette province. Pour atteindre cet objectif, elle pourra :

- Initier, susciter, développer ou mettre en oeuvre tout projet à caractère social favorisant ce développement. Dans ce cadre, elle assure notamment la gestion d'un service de coordination et de développement des services d'accueil de l'enfance dans la province de Luxembourg.
- Réaliser d'initiative ou à la demande d'opérateurs extérieurs des études, recherches-actions ou démarches promotionnelles favorisant ce développement.

A ces fins, l'Association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but ; elle peut notamment prêter son concours ou s'intéresser à toute activité similaire ou susceptible de favoriser son but social. »

Pour 2019, le montant du subventionnement versé est de 2.000 euros.

Pour 2020, le montant du subventionnement versé est de 2000 euros.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 2.000 euros.

13. Asbl InterMedSo Luxembourg (code 38/15)

L'association a pour but désintéressé de:

- Développer la dimension entrepreneuriat social de la MC à l'échelon régional. Encourager les projets médico-sociaux, socio-éducatifs ainsi que la coopération internationale à l'échelon régional.
- L'association peut aussi développer ou participer à des projets médico-sociaux au-delà des frontières dans une dynamique transfrontalière.
- Gérer et développer le réseau médico-social régional :
 - définir le périmètre du réseau
 - participer de façon dynamique aux instances et au développement des activités des partenaires du réseau
 - veiller au respect des valeurs mutualistes au sein du réseau,
 - rechercher des partenaires pour élargir le réseau, encourager des initiatives/projets en cohérence avec la stratégie MC
 - encourager les collaborations/synergies au sein du réseau, avec d'autres réseaux mutualistes régionaux ou MC
- Gérer les mandats médico-sociaux au sein du réseau
- Gérer les bâtiments
- Soutenir financièrement le développement du réseau et des partenaires (octroyer des prêts/subsides/aides financières aux partenaires du réseau via notamment des conventions de partenariat)
- Offrir différents types de support aux partenaires du réseau qui n'ont pas les moyens ou sont en difficultés pour assumer leur fonctionnement.

L'objet social de l'association peut être modifié par l'assemblée générale statuant aux conditions de majorité prévues par la loi.

Elle poursuit son but par tous les moyens et notamment :

- Elle peut gérer toute infrastructure, organiser tout service ou exercer toute activité généralement quelconque. Elle peut posséder, soit en propriété, soit en jouissance, tous meubles ou immeubles nécessaires à son objet, et accomplir toutes opérations mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à cet objet. Elle peut également occuper du personnel en sous-traitance, conclure des contrats et toute autre forme d'engagements, récolter des fonds et poser des actes commerciaux.
- Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but et son objet.
- Elle peut s'intéresser par tous moyens, y compris la prise de participations, dans toutes associations ou entreprises belges ou étrangères quelle qu'en soit la forme, ayant un objet identique, analogue ou connexe au sien ou lui permettant de réaliser son propre objet, ainsi qu'à toutes opérations utiles à son propre développement.
- Elle peut conclure toute convention de partenariat et accorder toute forme de soutien financier, que ce soit par prêts, garanties ou toute autre voie, à des personnes morales poursuivant des buts identiques ou similaires au sien ou dont l'activité, sans poursuivre un but similaire au sien peut lui permettre de réaliser son propre objet.
- Pour réaliser ses objectifs, l'association peut recevoir toute aide ou contribution matérielle ou financière, d'institutions et personnes publiques ou privées. Les fonds ainsi récoltés doivent servir exclusivement aux objectifs non lucratifs de l'association.

Pour 2021, le montant maximal du subventionnement est fixé à 698.757 euros.

ARTICLE 59

Conformément aux statuts de l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes, à laquelle la M.C.P.L. est affiliée, une cotisation est versée, destinée à organiser les actions et les services nationaux prévus par ces mêmes statuts.

ARTICLE 60

Les membres de la Mutualité ont l'obligation de payer à Solimut une cotisation destinée à leur permettre de bénéficier, à partir du 1^o janvier 2000, des avantages statutairement octroyés par la Société Mutualiste SOLIMUT, dont le siège est établi à BRUXELLES et auprès de laquelle elle est affiliée conformément aux dispositions de l'article 43 bis, § 1^{er}, de la loi du 06 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.

SECTION 3 - PRESCRIPTIONS

ARTICLE 61

La réclamation d'obtention des avantages dans le cadre des services et opérations organisés par la Mutualité s'éteint deux ans après l'événement qui, en vertu des statuts, peut donner lieu au versement d'un avantage.

ARTICLE 62

A titre exceptionnel, la mutualité peut autoriser le paiement de soins au-delà de deux ans après l'événement donnant lieu au versement d'un avantage, si l'obtention de l'avantage relatif aux services et opérations organisés par

la Mutualité n'a pas été réclamée pour cause de force majeure, et pour autant que la force majeure soit dûment justifiée.

Pour l'application des présents statuts, il faut entendre par « force majeure », un évènement extérieur à la volonté de l'intéressé qui ne peut ni prévoir ni éviter cet évènement et qui rend impossible l'exécution de son obligation.

ARTICLE 63

L'action en récupération de la valeur des interventions financières et indemnités indûment octroyées dans le cadre des services de l'assurance complémentaire de la Mutualité, se prescrit par deux ans à compter de la fin du mois au cours duquel le paiement a été effectué.

Cette prescription n'est pas appliquée lorsque l'octroi indu d'interventions financières et indemnités a été provoqué par des manœuvres frauduleuses dont est responsable celui qui en a profité. Dans ce cas, le délai de prescription est de cinq ans à compter de la fin du mois au cours duquel le paiement a été effectué.

CHAPITRE VII

BUDGETS ET COMPTES

ARTICLE 64

- a. Pour chacun des opérations et services mentionnés à l'article 2, b des présents statuts, la Mutualité emploie des comptes d'exploitation distincts, comme stipulé par l'article 29 § 3, 2° de la loi du 6 août 1990, modifiée par l'article 56 de la loi du 20 juillet 1991.

Les recettes de chacun des opérations et services sont constituées par :

- 1) Les cotisations mentionnées à l'article 11;
- 2) Les subsides des pouvoirs publics;
- 3) Les dons et legs ainsi que les recettes et produits divers spécialement destinés à chacun d'eux ; de manière à satisfaire aux dispositions reprises à l'alinéa 1^{er} des articles 74 et 75 de l'arrêté royal du 21 octobre 2002 portant exécution de l'article 29, §§1^{er} et 5, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.
- 4) Les intérêts ainsi que les bénéfices sur titres réalisés afférents à chacun d'eux, de manière à satisfaire aux dispositions reprises à l'article 78, alinéa 1^{er}, points 3 et 4 de l'arrêté royal du 21 octobre 2002 portant exécution de l'article 29, §§ 1^{er} et 5, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.

Chaque opération et service doit supporter une quote-part des frais administratifs, des pertes sur titres et des dépenses résultant de l'application de ces statuts.

- b. Le patrimoine de la Mutualité ne peut être affecté à d'autres fins que celles qui sont expressément définies par les présents statuts.
- c. Le patrimoine de la Mutualité doit être placé conformément aux dispositions de l'article 29 § 4 de la loi du 6 août 1990.

CHAPITRE VIII

MODIFICATIONS DES STATUTS, DISSOLUTION ET LIQUIDATION, PARTAGE DES FONDS

ARTICLE 65

Les statuts ne peuvent être modifiés que par l'Assemblée générale et que si la moitié des membres sont présents ou représentés et si la décision est prise à la majorité des deux tiers des votes exprimés (article 10 de la loi du 6 août 1990). L'Assemblée générale est convoquée lorsqu'au moins un cinquième de ses membres en fait la demande.

En ce qui concerne les statuts et les modifications des statuts, les contacts officiels avec le service de contrôle ont lieu par l'Alliance, au nom et à l'attention des mutualités.

ARTICLE 66

§ 1 - En cas de cessation d'un ou plusieurs services ou opérations visés à l'article 2 b de ces statuts, les actifs résiduels sont affectés en priorité au paiement des avantages au profit des membres.

Les décisions de l'Assemblée générale relatives à la cessation de services et opérations et à l'affectation de leurs actifs résiduels sont soumises à l'application des articles 10, 11 et 12, § 1^{er}, alinéa 3 de la loi du 06 août 1990.

§ 2 - En cas de dissolution de la Mutualité, les actifs résiduels de ses services visés à l'article 2 b de ces statuts, sont affectés en priorité au paiement des avantages au profit des membres.

L'indemnisation des membres visés par l'alinéa 1^{er} peut s'effectuer sur une base actuarielle. S'il ressort des comptes de la liquidation, après l'apurement de toutes les dettes et la consignation des sommes dues à certains créanciers, que des actifs résiduels subsistent l'Assemblée générale décide la destination à donner aux actifs résiduels, dans le respect de ses buts statutaires

La Mutualité peut être dissoute sur décision de l'Assemblée générale si la moitié des membres sont présents et si la décision est prise à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

En cas de dissolution, la liquidation est opérée conformément aux articles 45 à 48 de la loi du 06.08.1990.

CHAPITRE IX

ENTREE EN VIGUEUR

ARTICLE 67

Ces statuts entrent en vigueur selon les modalités prévues par la loi du 6 août 1990

ANNEXE AUX STATUTS DE LA MUTUALITÉ CHRÉTIENNE DE LA PROVINCE DE LUXEMBOURG

COTISATIONS AU TAUX 2021

Code	Libellé	Article de statuts	Catégories de membre	
			Ménage mutualiste Cat. 1 et Cat. 2	Ménage mutualiste visé à l'Art. 43 1. et 2. Cat. 3 et Cat. 4
13	Indemnités journalières			
14	Hospitalisation			
15	Autres	47 à 55 (sauf 55.2)	6,72	0
	Sous-total des opérations		6,72	0
37	Information aux membres sur les avantages offerts	55.2	0	0
38	Action collectives et subventionnement de structures socio-sanitaires	53 et 58 *	4,20	0
39	Assurance Soins			
56	Epargne prénuptiale			
90	Fonds spécial de réserve complémentaire			
93	Patrimoine	57	0	0
98/2	Centre administratif: réserves en frais d'administration AO	56	5,4	0
TOTAL			16,32	0
Explication des catégories de membres				
Cat. 1 =	Ménage mutualiste sans personne à charge			
Cat. 2 =	Ménage mutualiste avec personne à charge			
Cat. 3 =	Ménage mutualiste avec cotisation réduite et sans personne à charge			
Cat. 4 =	Ménage mutualiste avec cotisation réduite et avec personne à charge			
Aperçu des Action collectives et subventionnement de structures socio-sanitaires				
Numéro de suite	Nom et	Numéro d'entreprise		
38/1	Alteo	0410 383 442		
38/2	Ocarina	0411 971 074		

38/3	Eneo	0414 474 169
38/4	Eglantine	0474 557 157
38/5	ASBL Intégration sociale et travail (IST)	0407 845 012
38/6	Eneo Sport	
38/7	Solival	
38/8	Aide et Soins à Domicile en Province de Luxembourg	449 977 357
38/10	Baby Service du Luxembourg	417 930 735
38/11	Forum de la Mobilité	
38/12	Coopération Internationale	
38/14	Asbl Promemploi	
38/15	Asbl InterMedSo Luxembourg	0766 915 355

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de(s) (l') entité(s) mutualiste(s) liée(s) auxquelles (à laquelle) les membres sont également affiliés.

Les cotisations y afférentes sont mentionnées dans le tableau des cotisations de(s) (l') entité(s) concernée(s). Si l'union nationale est mentionnée, et pour autant que les membres ne soient pas affiliés à tous les services de l'union nationale, il est également énuméré ci-dessous les services de l'union nationale auxquels les membres sont affiliés

100	10,97	Alliance nationale des Mutualités chrétiennes (100)
180/02	122,71	Solimut

ANNEXE 2 AUX STATUTS RELATIVE AUX ELECTIONS MUTUALISTES DE 2022

En vigueur au 1^{er} septembre 2021

Textes approuvés par l'Assemblée Générale du 10 juin 2021

Compte tenu de la décision de fusionner au 1^{er} janvier 2022, approuvée par l'Assemblée Générale de la Mutualité, les dispositions suivantes, issues des futurs statuts de la MC et relatives à l'organisation des élections mutualistes de 2022 entrent déjà en vigueur le 1^{er} septembre 2021, sous réserve d'approbation par le Conseil de l'Office de contrôle des Mutualités.

Article 12. Composition (de l'Assemblée générale)

1. §1. L'Assemblée Générale se compose de représentants élus.
2. §2. Le nombre de représentants est fixé conformément à l'article 5 de l'Arrêté Royal du 7 mars 1991, en augmentant le nombre de représentants fixé à 118 de 2 représentants par tranche complète de 20.000 membres au-delà du nombre de 505.000 membres avec un maximum de 140 représentants, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 13.2 §3 ci-dessous.
3. §3. Pour les élections 2022, pour déterminer le nombre de représentants à l'Assemblée générale, les membres qui au 30 juin 2021 ~~font~~ *faisaient* partie d'une des mutualités reprises à l'article 2, §1 de ces statuts ~~seront~~ *ont été* considérés comme membres de la Mutualité.

Article 13. Election des représentants

Art. 13.1. Généralités

1. §1. Les représentants siégeant à l'Assemblée Générale sont élus pour une période de six ans, renouvelable, conformément aux articles suivants.

§2. Pour la période du 1er janvier 2022 jusqu'au renouvellement de la composition du conseil d'administration après les élections mutualistes de 2022, et par dérogation à l'article 26§1, lorsque le présent article fait référence au Président, il s'agit de la personne désignée à ce titre par les conseils d'administration des Mutualités visées à l'article 2, §1 de ces statuts.

Art. 13.2. Circonscriptions

1. §1. En vue de l'élection des représentants, la Mutualité est répartie en circonscriptions électorales, qui sont équivalentes aux CMS. La liste des CMS ainsi que des communes qui les composent est reprise en annexe 3.

§2. Font partie d'une circonscription électorale, les ~~Membres~~ *Titulaires* et les Personnes à Charge ayant droit de vote, qui ont leur domicile légal dans cette circonscription.

Pour les élections de 2022, les ~~membres~~ *Titulaires* et les Personnes à Charge ayant droit de vote, qui habitent en dehors des circonscriptions électorales sont rattachés aux CMS situés sur le territoire de leur mutualité d'affiliation au 30-06-2021. Le CA de la mutualité d'affiliation déterminera les CMS de rattachement selon des critères géographiques d'appariement de codes postaux avec un CMS.

§3. Les mandats des représentants à pourvoir sont répartis proportionnellement, par le Conseil d'Administration, par circonscription électorale, en fonction de leur nombre de membres respectif, avec un minimum de 2 représentants par circonscription électorale.

La répartition des mandats entre les circonscriptions électorales s'effectue comme suit :

- Fixation du nombre de représentants par circonscription électorale en fonction du nombre de membres de cette circonscription. Pour obtenir ce nombre de représentants, le nombre de membres de la circonscription électorale au 30 juin de l'année qui précède les élections sera multiplié par le nombre de mandats déterminés sur base de l'article 12§2 , et le total ainsi obtenu divisé par le nombre total des effectifs de la

MC au 30 juin de l'année qui précède les élections.

$$\frac{\text{Nombre de membres de la circonscription électorale} \times \text{Nombre de mandats}}{\text{Nombre de membres de la MC}}$$

- Les mandats directs pour chaque circonscription sont déterminés par tranche complète de représentants comme calculé ci-dessus.
- Un mandat supplémentaire est attribué par circonscription électorale ne comptant qu'un seul mandat direct.
- Les mandats restants sont ensuite affectés aux circonscriptions électorales respectives au prorata du nombre non utilisé de représentants.

§4. Au sein de chaque circonscription électorale, les **Membres Titulaires** et leurs Personnes à Charge ayant droit de vote et qui appartiennent à cette circonscription élisent le nombre de représentants attribués à cette circonscription.

§5. Le nombre de membres auquel il est fait référence dans le 3^{ème} paragraphe de cet article est évalué sur la base du nombre de titulaires de prestations de santé visés à l'article 2, k) de la loi du 14 juillet 1994, tel que cela découle des états établis par l'INAMI, en application de l'article 345 alinéa 2 de l'A.R. du 3 juillet 1996, et ce le 30 juin de l'année qui précède l'année au cours de laquelle l'Assemblée Générale est à nouveau constituée.

Art.13.3. Conditions de droit de vote et éligibilité

1. §1. Pour avoir droit de vote pour l'élection des représentants :

- il faut être ~~membre de la Mutualité~~ **Titulaire** ou avoir la qualité de Personne à Charge ~~au sens de l'article 57.2 des Statuts~~. Pour les élections 2022, les **membres Titulaires** et les personnes à charge des mutualités qui vont être absorbées sont considérés comme étant **membres Titulaires** ou personnes à charge de la mutualité absorbante
- il faut être majeur ou émancipé

§ 2. Pour être éligible comme représentant ou suppléant dans une circonscription électorale, il faut :

- disposer du droit de vote ;
- ~~Sur demande, être en mesure de présenter un extrait de son casier judiciaire vierge de toute condamnation criminelle ou correctionnelle Être de bonnes conduite vie et mœurs.~~
- être affilié à la Mutualité depuis au moins deux ans à la date de l'appel à candidatures ; Lorsqu'une mutualité va être absorbée par une autre mutualité dans le cadre d'une fusion qui entre en vigueur le 1er janvier de l'année durant laquelle l'élection de l'assemblée générale de la mutualité va avoir lieu, les **membres Titulaires et Personnes à charge** de la mutualité qui va être absorbée sont considérés comme étant **Titulaires et Personnes à charge** membres de la mutualité absorbante.
- être ~~membre~~ **Titulaire de la Mutualité** ou avoir la qualité de Personne à Charge au sens de l'article 57.2. des Statuts
- ne pas avoir été licenciés comme *Membre du Personnel* pour un autre motif que dans le cadre du système de chômage avec complément d'entreprise (anciennement prépension) ou de raisons d'ordre économique ;
- ne pas être un **Membre du personnel**;

Lorsqu'une mutualité va être absorbée par une autre mutualité dans le cadre d'une fusion qui entre en vigueur le 1er janvier de l'année durant laquelle l'élection de l'assemblée générale de la mutualité va avoir lieu, les *Membres du personnel* de la mutualité qui va être absorbée sont considérés comme étant *Membres du personnel* de la mutualité absorbante

- être disposé à s'engager réellement au sein de l'action mutualiste de la Mutualité et à adhérer **lors du dépôt de la candidature** aux valeurs de la mutualité par la signature de la charte des élus du groupe Mutualité Chrétienne *à savoir (i) l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes, (ii) les mutualités affiliées à l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes, (iii) toutes les sociétés mutualistes constituées par les mutualités affiliées à l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes.*

Un *membre Titulaire ou une personne à charge* ne peut se porter candidat que dans une seule circonscription électorale.

Art. 13.4. Appel à candidature

1. §1. Les *Membres Titulaires* et les Personnes à Charge ayant droit de vote sont informés, au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède celle au cours de laquelle les élections mutualistes ont lieu, via les sites web de la Mutualité, ainsi que via les publications ou tout autre moyen de communication électronique destiné aux *Membres Titulaires* et les Personnes à Charge, ayant droit de vote, à chaque fois à un endroit réellement visible :
 - de l'appel aux candidatures (avec mention des conditions à remplir) et de la façon de se porter candidat;
 - de la date limite pour soumettre les candidatures;
 - de la répartition des circonscriptions électorales et du nombre de mandats par circonscription;
 - des dates qui découlent de la procédure électorale.

Art. 13.5. Candidature, acceptation/refus, établissement des listes de candidats

1. §1. Les candidatures, doivent être adressées au Président de la Mutualité par lettre recommandée ou contre remise d'un accusé de réception, au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède celle au cours de laquelle les élections mutualistes ont lieu.

§2. Lorsque le Président constate qu'un candidat ne répond pas aux conditions d'éligibilité prévues à l'article 13.3 §2 des Statuts, il/elle informe par lettre recommandée ~~ou par email~~ le candidat concerné de son refus motivé de le porter sur la liste des candidats ou des candidats suppléants, et ce au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'année au cours de laquelle les élections mutualistes ont lieu.

Le candidat qui conteste le refus peut en saisir l'OCM, conformément à l'article 47 de l'Arrêté Royal du 7 mars 1991.

§3. Lorsque le Président constate qu'un candidat répond aux conditions d'éligibilité prévues à l'article 13.3 §2 des Statuts, il/elle l'ajoute à la liste des candidats dont question ci-avant.

§4. Une seule liste de candidats par circonscription est établie.

Le bureau électoral visé à l'article 13.7 veillera à prévoir un nombre de candidats au moins deux fois supérieur au nombre de mandats à pourvoir et à respecter la diversité parmi les candidats.

Les listes de candidats mentionnent les nom, prénom, domicile, année de naissance et la profession des candidats. Les candidats sont repris par ordre alphabétique. Le Président fixe par tirage au sort la première lettre de l'ordre

alphabétique.

§5. Les listes de candidats sont rendues publiques au plus tard le 28 février de l'année au cours de laquelle les élections mutualistes ont lieu et ce par le canal des publications ou tout autre moyen de communication électronique destiné aux ~~Membres~~ *Titulaires* et leurs Personnes à Charge.

Art.13.6. Convocations

1. §1. Les convocations pour le vote (en ce compris le bulletin de vote) et la période d'élection (c'est-à-dire la période au cours de laquelle on peut voter) sont envoyées par mail ou par courrier aux ~~Membres~~ *Titulaires* et aux personnes à leur charge disposant du droit de vote, au plus tard le 15 mars de l'année au cours de laquelle les élections mutualistes ont lieu.

§2. La période d'élection commence au plus tôt 8 jours calendrier après l'envoi des convocations.

Art. 13.7. Bureau électoral

1. §1. L'organisation des opérations électorales et le contrôle de celles-ci sont confiés à un bureau électoral composé d'un président, d'un secrétaire et de deux assesseurs. Le bureau électoral est composé au plus tard 30 jours calendrier avant le début des opérations électorales.

Le président et les assesseurs du bureau électoral sont désignés par le Conseil d'Administration.

Le secrétaire est désigné par le président parmi les *Membres du personnel* de la Mutualité.

Les candidats à l'élection ne peuvent pas faire partie du bureau électoral.

§2. Le bureau électoral prend les mesures nécessaires afin de garantir le déroulement régulier des élections.

Art. 13.8. Listes électorales

1. §1. La qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes d'électeurs.

2. §2. Les listes d'électeurs sont établies par le bureau électoral par circonscription, et reprennent les personnes ayant droit de vote conformément à l'article 13.3, §1 à la fin du trimestre qui précède le trimestre au cours duquel commence la procédure électorale.

3. §3. Les listes d'électeurs mentionnent le nom, les prénoms, le numéro de membre et l'adresse de chaque électeur.

Art. 13.9 Scrutin

1. §1. Le vote est libre et s'effectue en principe au moyen du bulletin de vote transmis conformément à l'article 13.6, §1 des Statuts.

§2. Après le vote, le bulletin de vote est glissé dans une enveloppe prévue à cet effet et déposé dans une boîte aux lettres MC ou bien envoyé par la poste, et ce endéans la période des élections. Cette enveloppe est adressée à l'attention du président du bureau de vote. La confidentialité est garantie selon une procédure validée par le

conseil d'administration. *Sur simple demande, cette procédure sera communiquée aux membres Titulaires et aux personnes à charge.*

En parallèle, le Conseil d'Administration peut également offrir la possibilité d'émettre un vote à distance par voie électronique, ou dans des bureaux de vote installés pendant la période des élections, que ce soit au moyen d'un bulletin de vote ou par vote électronique.

Le vote électronique sur place ou à distance doit satisfaire aux conditions fixées par l'Office de contrôle et ce, conformément à l'article 9 de l'arrêté royal du 7 mars 1991.

Dans ce cas, le Conseil d'Administration fixe les autres modalités pratiques de ce vote, qui seront communiquées aux ~~Membres~~ Titulaires et à leurs Personnes à Charge dans les lettres de convocation conformément à l'article 13.6, §1 des Statuts.

§3. L'électeur peut voter pour un ou plusieurs candidats. Le nombre de votes que peut émettre l'électeur est cependant limité au nombre de mandats à pourvoir au sein de la circonscription.

Art. 13.10. Comptage des voix

1. §1. Dans les sept jours ouvrables suivant la période d'élection, le bureau électoral procède au comptage des votes émis par circonscription. Le comptage se déroule en présence d'un huissier de justice.

§2. Ne sont pas valables, les votes suivants qui ont été émis :

- sur des bulletins autres que ceux qui ont été remis à l'électeur ;
- sur des bulletins qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage ;
- sur des bulletins qui contiennent une marque permettant d'identifier l'électeur ;
- sur des bulletins qui contiennent toute autre marque que le vote ;
- sur des bulletins qui contiennent plus de votes nominatifs que le nombre de mandats à pourvoir ;
- sur des bulletins qui ont été déposés dans une boîte aux lettres MC après la date de clôture de la période des élections ;
- sur des bulletins envoyés par la poste dont le cachet de la poste porte une date postérieure à la date de clôture de la période des élections.

§3. Les représentants sont élus dans l'ordre et en fonction du nombre de voix obtenues.

En cas d'égalité de voix pour le dernier mandat à pourvoir pour une circonscription, le mandat est accordé au candidat le plus jeune.

Les candidats non-élus deviennent suppléants de leur circonscription dans l'ordre et en fonction du nombre de voix obtenues étant entendu que le nombre de suppléants est limité à deux fois le nombre de candidats élus pour leur circonscription.

§4. Le bureau électoral rédige un procès-verbal concernant le déroulement des élections, en mentionnant le nombre de votes émis, le nombre de votes valables, la façon dont l'identité des électeurs a été contrôlée et le résultat du scrutin, les circonscriptions pour lesquelles il n'y a pas eu d'élections conformément à l'article 13.11

des Statuts.

Art. 13.11. Exemption de procéder à un vote

1. §1. Lorsque le nombre de candidats par circonscription figurant sur la liste électorale est égal ou inférieur au nombre de mandats à pourvoir pour cette circonscription, ces candidats sont automatiquement élus et aucun vote n'est organisée dans la circonscription en question.

Art. 13.12. Publication des résultats - procédure d'appel contre le scrutin

1. §1. Les électeurs sont informés par le canal du site internet de la Mutualité, ainsi que par les publications ou tout autre moyen de communication électronique qui leur sont destinés, des résultats du scrutin au plus tard quinze jours civils après le jour où tous les votes ont eu lieu dans toutes les circonscriptions où il doit y avoir vote ou après la constatation qu'il n'y a pas lieu de procéder à un vote dans aucune des circonscriptions (étant donné que le nombre de candidats dans toutes les circonscriptions est inférieur ou égal au nombre de mandats effectifs).

Les candidats seront informés individuellement du résultat des élections.

§2. La partie concernée qui souhaite l'annulation ou la modification du scrutin, peut en saisir ~~le tribunal du travail compétent~~ *l'Office de Contrôle des Mutualités*, conformément à l'article 47 de l'Arrêté Royal du 7 mars 1991.

Art. 13.13. Communication des documents électoraux

1. §1. Un exemplaire des publications et autres communications adressées aux électeurs est transmis en même temps à l'Alliance ainsi qu'à l'OCM.
2. §2. Un exemplaire du règlement électoral ainsi que la composition du bureau électoral et un double du procès-verbal des opérations électorales sont transmis à l'Alliance ainsi qu'à l'OCM, ceci dans les trente jours suivant la date de clôture de la période d'élection.